

Retour sur la réunion du Conseil des ministres :
Pouvoir d'achat soutenu, le Président Tebboune tient ses promesses

P-02

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION Mardi 02 Décembre 2025//N° 1217// PRIX 20DA

Face aux tensions régionales

Alger appelle à une diplomatie africaine plus active

p- 03



À l'ouverture de la 12^e édition du « Processus d'Oran », Ahmed Attaf a alerté sur l'ampleur des crises africaines, de la guerre au Soudan aux conflits prolongés en Libye et au Sahara occidental. Entre désengagement international et fragilisation des Etats, le ministre des Affaires étrangères appelle à une diplomatie africaine active et coordonnée pour restaurer la paix et la sécurité sur le continent.

Mohamed Beisat :

« On tente de vendre l'illusion et le mensonge à la société marocaine »

P-02

Hydrocarbures :

P-06



Examen des opportunités
de coopération
avec Midad Energy

Sabri Boukadoum devant le Stimson Center :

« Washington reconnaît le rôle
central de l'Algérie dans la
stabilité sahélienne »

Sabri Boukadoum, ambassadeur d'Algérie aux Etats Unis, a présenté la vision stratégique de l'Algérie devant le Stimson Center, soulignant la reconnaissance par Washington du rôle clé du pays dans le maintien de la stabilité et de la sécurité dans la région sahélienne, tout en rappelant la souveraineté et l'indépendance de la politique algérienne.

P-02



EN A' :



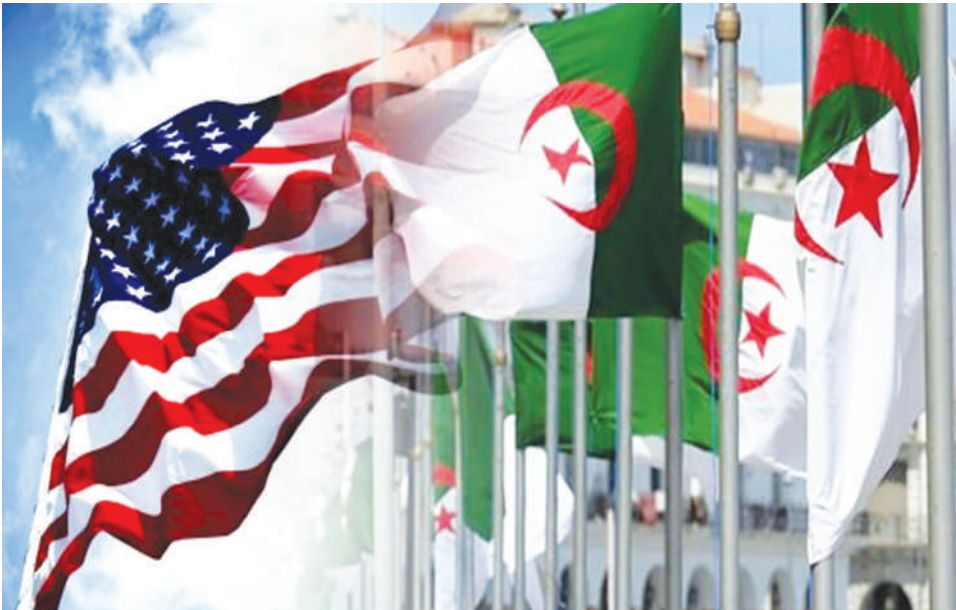
Derniers réglages avant le
premier test contre le Soudan

P-12

Sabri Boukadoum devant le Stimson Center :

« Washington reconnaît le rôle central de l'Algérie dans la stabilité sahélienne »

Sabri Boukadoum, ambassadeur d'Algérie aux Etats Unis, a présenté la vision stratégique de l'Algérie devant le Stimson Center, soulignant la reconnaissance par Washington du rôle clé du pays dans le maintien de la stabilité et de la sécurité dans la région sahélienne, tout en rappelant la souveraineté et l'indépendance de la politique algérienne.



■ Par Kader M.

Lors d'une intervention devant le Stimson Center, un cercle de réflexion, le diplomate chevronné et ambassadeur d'Algérie aux Etats-Unis, Sabri Boukadoum, a affirmé : « N'oubliez pas que l'Algérie est le plus grand pays d'Afrique, du bassin méditerranéen et du monde arabe ». Et d'expliquer avec un chiffre très significatif : "Nous disposons de sept mille kilomètres de frontières ... un défi interne et externe à la fois". Lesquelles frontières s'étendent en réalité aujourd'hui sur 6 385 kilomètres, avec sept pays. Cette situation fait de l'Algérie l'un des Etats aux frontières terrestres les plus longues d'Afrique. « Un Etat vaste, un voisinage instable, entouré d'un arc de crises, allant de la Libye au Mali et au Niger, des foyers de turbulences impossibles à ignorer, et dans lesquels il serait risqué de s'impliquer entièrement ». De par

cette déclaration, l'ancien ministre des Affaires étrangères a résumé le cœur du problème sécuritaire algérien. Bien que l'Algérie ait été caractérisée historiquement par le principe de non-ingérence, l'ambassadeur a tenu à rappeler le rôle médiateur joué par le pays, notamment au Mali. « C'est nous qui avons parrainé l'accord de paix au Mali (...) et depuis des décennies, nous jouons le rôle d'apaisement dans la région ». La disparition du commerce traditionnel, la fermeture progressive des frontières depuis la découverte du pétrole dans les années 1970, et l'effondrement des liens économiques et sociaux reliant autrefois les peuples du Sahara sont autant de facteurs attendant l'analyse de l'accord des causes de la détérioration de la situation au Sahel. Pour Boukadoum, la crise n'est pas seulement sécuritaire, mais aussi civilisationnelle et économique, puisque des réseaux historiques ne sont plus, voire ont été remplacés par le chaos, la prolifération des armes

et un trafic dépassant 1,2 milliard de dollars par an, selon certaines estimations. S'agissant du contexte frontalier, le diplomate insiste sur la complexité du terrain, marquée par la migration irrégulière, en hausse de plus de 35% ces dernières années, un phénomène exacerbé par les groupes armés, la contrebande d'armes pour lesquels l'Algérie a déjoué plus de 1 200 tentatives en moins d'une décennie, ainsi que l'absence de l'Etat dans certaines zones du Sahel. Ce sont là des dossiers gérés quotidiennement depuis l'Algérie, et non depuis les tribunes diplomatiques, a tenu à préciser Boukadoum, en résumant rigoureusement la situation : « Nous devons être ceux qui résolvent ces problèmes (...) Personne ne le fera à notre place. » Pour ce qui est de la relation avec les USA, le diplomate l'a présentée avec une nouvelle vision, fondée sur la réciprocité réaliste et loin de tout alignement ou complaisance. De ce fait, il a évoqué une nouvelle phase dans les relations bilatérales, ainsi que la signature d'un « accord de coopération en matière de défense sans précédent, alors que les échanges commerciaux dépassent les 4 milliards de dollars par an. Néanmoins le diplomate a insisté beaucoup sur l'indépendance de la décision algérienne : « Ce partenariat n'est pas une concession, mais une recherche de convergences utiles aux deux parties dans un environnement régional particulièrement sensible, a-t-il précisé. A travers son intervention, l'on comprend bien que l'Algérie sait parfaitement comment équilibrer une relation stratégique avec Washington tout en conservant sa posture traditionnelle : non-alignée, souveraine, intéressée par des partenariats mais jamais par la dépendance. De ce fait, l'administration américaine semble l'avoir bien compris, notamment face à l'ascension du rôle de l'Algérie dans les dossiers sahéliens, amplifiés par le vide sécuritaire laissé par le retrait de 3 000 soldats français du Mali en 2022, ainsi que par l'importance géopolitique croissante de l'Algérie dans les questions énergétiques et régionales. Enfin, l'intervention de l'ambassadeur oscille entre réalisme et sens de la responsabilité historique d'un pays sorti de 132 ans de colonisation, et tendant à édifier un modèle politique et social nouveau sous l'intitulé « Algérie nouvelle », tout en faisant face aux fortes pressions sur ses frontières sud et ouest. K.M.

Hommage à l'Emir Abdelkader Héritage spirituel et intellectuel à l'honneur

Un riche programme religieux et intellectuel a été lancé, hier, dans le cadre de la commémoration du 193e anniversaire de la première allégeance à l'Emir Abdelkader. Ce programme, qui s'étale sur une semaine et a débuté lundi au niveau de la mosquée centrale Imam Mouslim de la ville de Mascara, prévoit des lectures collectives du Saint Coran avec la participation d'imams, d'étudiants des zaouïas et d'encadreurs des écoles d'enseignement coranique, ainsi que la lecture des Sahih El Boukhari et Muslim, selon la Direction des affaires religieuses et des wakfs de la wilaya de Mascara. Ce programme comprend également des conférences et des séminaires religieux organisés dans seize mosquées pôles des dairas, afin de mettre en lumière la portée religieuse de la commémoration de la première allégeance à l'Emir Abdelkader, ainsi que de valoriser ses réalisations scientifiques et civilisationnelles. Des chants religieux, panégyriques et invocations seront également présentés par les talebs des zaouïas. Des concours de mémorisation, de récitation et de psalmodie du Coran sont aussi au programme, destinés aux enfants âgés de 8 à 12 ans inscrits dans les écoles coraniques des mosquées, selon les organisateurs. Le programme prévoit, en outre, une cérémonie religieuse à la zaouïa Sidi Mahieddine, dans la commune d'El-Guetna, lieu de naissance de l'Emir Abdelkader. Une lecture collective du Saint Coran par les étudiants de la zaouïa y sera organisée, ainsi qu'une conférence dédiée à l'anniversaire de la première allégeance au fondateur de l'Etat algérien moderne, en plus de la remise de distinctions aux trois premiers lauréats des concours de mémorisation et de récitation du Livre Saint. A noter que des imams, des responsables de zaouïas de la wilaya, des cadres de la Direction des affaires religieuses et des wakfs, ainsi que des enseignants universitaires spécialisés en sciences de la charia participent à l'encadrement de ce programme.

Mohamed Beisat :

« On tente de vendre l'illusion et le mensonge à la société marocaine »

■ Par Younes B.

Présent à Alger pour l'ouverture d'une conférence internationale consacrée aux crimes du colonialisme en Afrique, organisée dimanche 30 novembre, le ministre sahraoui des Affaires étrangères, Mohamed Beisat, a livré un diagnostic sévère du traitement international du dossier du Sahara occidental. Interrogé en marge de la rencontre, il pointe à la fois les limites du Conseil de sécurité et ce qu'il décrit comme la « mise en scène » politique opérée par Rabat à destination de sa propre opinion publique. Le chef de la diplomatie sahraouie s'est d'abord attardé sur le fonctionnement des Nations unies, qu'il juge en partie responsable du blocage. « La responsabilité

principale dans le retard de la décolonisation du Sahara occidental incombe à l'inefficacité de l'ONU et au double standard du Conseil de sécurité », affirme-t-il. Selon lui, l'absence de représentation africaine au sein de l'instance et la concentration du pouvoir de décision entre cinq États rendent illusoire les principes d'égalité et de justice proclamés par la Charte de l'ONU. Mohamed Beisat plaide ainsi pour une réforme en profondeur du système onusien : élargissement du Conseil, révision des mécanismes de décision et réécriture de certains passages de la Charte. Il va jusqu'à attribuer à l'immobilisme actuel les contextes qui ont conduit, par le passé, à plusieurs tragédies majeures (en Bosnie, au Rwanda ou en Palestine), avertissant qu'un statu quo prolongé pourrait en produire d'autres. Sur le fond du dossier sahraoui, le ministre

voit dans la résolution 2797, adoptée le 31 octobre, un texte « important ». Elle réaffirme, souligne-t-il, le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et rappelle l'accord des parties sur ce principe. La reconduction, pour une année supplémentaire, du mandat de la Minurso, sans modification de sa mission, confirme selon lui que la priorité demeure l'organisation d'un référendum. À Rabat, certains discours politiques ont pourtant présenté cette résolution comme une victoire pour le plan d'autonomie marocain. Une lecture déconnectée de la réalité, estime Beisat, qui y voit un procédé déjà observé par le passé. Il cite notamment l'épisode de 1975, lorsque la Cour internationale de justice avait reconnu l'existence de liens historiques entre tribus sahraouies et monarchies voisines mais confirmé l'absence de souveraineté marocaine

sur le territoire, et le pouvoir de Rabat avait célébré ce jugement comme une légitimation de ses revendications. Pour le ministre sahraoui, la rhétorique actuelle autour de la résolution onusienne relève du même registre : « On tente de vendre l'illusion et le mensonge à une société marocaine épuisée par une guerre injuste », dit-il. Une guerre qui, selon lui, continue de mobiliser des ressources considérables, d'arracher des générations entières de jeunes soldats et d'entraver la place du Maroc sur la scène internationale. Mohamed Beisat dresse le portrait d'un conflit où la bataille de l'opinion publique est devenue un enjeu central. Et où, malgré les lectures divergentes, la résolution 2797, rappelle-t-il, « maintient clairement le cadre : celui du droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental ». Y.B

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger
Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : **agence.regie@anep.com.dz**
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

Face aux tensions régionales

Alger appelle à une diplomatie africaine plus active

Lors de l'ouverture de la 12^e édition de la Conférence de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique le « Processus d'Oran », organisée lundi au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal à Alger, le ministre des affaires étrangères, Ahmed Attaf, a dressé un tableau sombre de l'état du monde et du poids croissant des crises sur le continent africain.



Par Aïda Mouni

Dès son intervention liminaire, le chef de la diplomatie algérienne a situé le continent dans un environnement global qu'il juge « ni ordinaire ni habituel », mais marqué par « une crise profonde, des bouleversements majeurs et une extrême sensibilité ». Selon lui, ces transformations contribuent à fragiliser encore davantage une Afrique déjà confrontée à de multiples déstabilisations, au moment où l'attention de la communauté internationale « s'estompe dangereusement » concernant les dossiers de paix et de sécurité africains.

Évoquant successivement plusieurs conflits majeurs, Ahmed Attaf a pointé la persistance de crises devenues, selon ses termes, « invisibles » dans les priorités diplomatiques mondiales. Le Soudan, d'abord, où la guerre qui oppose les Forces armées soudanaises aux Forces de soutien rapide s'apprête à entrer dans sa troisième année. Un conflit qui a généré, rappelle-t-il, « la pire crise humanitaire au monde », sans avancée politique notable. La Libye, ensuite, demeure selon lui l'exemple d'un conflit enlisé depuis quatorze ans, désormais « oublié aux niveaux continental et international ». Le ministre déplore un statu quo qui s'impose faute d'efforts concertés, aggravé par le jeu des acteurs locaux et par des

ingérences étrangères persistantes. Le dossier du Sahara occidental n'offre pas davantage de signes de progrès. Attaf souligne que la dernière colonie du continent attend toujours l'application du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, inscrit depuis 62 ans sur la liste onusienne des territoires à décoloniser. Dans la bande sahélo-saharienne, enfin, il constate une dégradation simultanée des situations sécuritaire, politique et économique, désormais « au-delà des seuils d'alerte ». Ni les coups d'État successifs ni l'avancée du terrorisme n'ont donné lieu, selon lui, à des réponses à la hauteur des menaces. Sans se limiter à la critique du désengagement international, le ministre a invité les acteurs africains à s'interroger sur leurs propres responsabilités. Il estime que l'affaiblissement du rôle diplomatique continental et la faible implication de certains États dans la gestion des crises ont contribué à marginaliser la voix africaine dans les enceintes multilatérales. Ce recul a, selon lui, laissé un espace accru aux interventions extérieures, de plus en plus nombreuses et structurantes. Pour Ahmed Attaf, le moment impose de renouer avec une diplomatie africaine active, inspirée des expériences qui avaient par le passé permis à l'Union africaine et aux organisations régionales de peser sur la résolution des conflits. Il appelle ainsi à un « retour sur les terrains de crise », au maintien de canaux de dialogue directs avec toutes les parties concernées, et à la formulation d'initiatives de médiation capables d'éviter l'escalade des affrontements. Ahmed Attaf a rappelé que la réponse aux défis actuels relève d'« une responsabilité collective », engageant à la fois les États membres de l'Union africaine, les organisations sous-régionales et l'ensemble des institutions impliquées dans l'architecture de paix et de sécurité du continent.

A.M.

Le chef de l'Etat reçoit le président de la Commission de l'UA

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier Mahamoud Ali Youssouf, président de la Commission de

l'Union africaine (UA) et la délégation qui l'accompagne. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, Boualem Boualem, du Ministre d'État, Ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, du Conseiller auprès

du Président de la République chargé des affaires diplomatiques, Amar Abba, et de l'Ambassadeur d'Algérie à Addis-Abeba et Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Union africaine, Mohamed Khaled.

R.N.

Conférence internationale sur les crimes coloniaux

L'Afrique unie pour exiger reconnaissance, réparations et justice

Le deuxième jour de la Conférence internationale sur les crimes coloniaux en Afrique est consacré à l'examen de l'impact du colonialisme sur l'économie des pays africains. Les travaux, qui se sont poursuivis hier au CIC, incluent des ateliers portant sur les conséquences économiques et culturelles du colonialisme sur le continent. Une « déclaration d'Alger » viendra sanctionner les travaux et servira de référence continentale sur les crimes coloniaux et la reconnaissance de leurs effets. Cette déclaration sera soumise pour adoption lors du prochain sommet de l'Union africaine prévu en février 2026. La première journée de la conférence, placée sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a été marquée par l'intervention du ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, qui a insisté sur la nécessité d'obtenir une reconnaissance « officielle et explicite » des crimes commis contre les peuples africains durant la période coloniale. Il a rappelé que l'Afrique avait « le droit, tout le droit », de revendiquer la criminalisation internationale du colonialisme, qualifié par Frantz Fanon non pas comme un corps doué de raison, mais comme « la violence à l'état de nature ». Les participants ont abordé divers aspects liés aux crimes coloniaux

et à leurs effets persistants dans plusieurs domaines. Des experts ont souligné que les États colonisateurs avaient mis en place des mécanismes destinés à exploiter les richesses africaines même après les indépendances, et que ces pratiques se poursuivent aujourd'hui sous des formes nouvelles. Idriss Attia, professeur de sciences politiques à l'Université d'Alger, a établi un lien direct entre les crimes coloniaux passés et certaines pratiques actuelles de multinationales opérant en Afrique. Il affirme que plusieurs d'entre elles exploitent encore les ressources naturelles du continent, parfois même après l'expiration de leurs contrats. Il a également dénoncé le rôle du Franc CFA, outil conçu selon lui pour maintenir une dépendance structurelle vis-à-vis de la Banque centrale française, ainsi que l'impact des lourdes dettes imposées aux pays africains, utilisées comme leviers de domination économique. Chukwumerijé Okéréké, directeur du Centre du climat et du développement à l'université Ndufu-Alike au Nigeria, a pour sa part souligné que l'exploitation économique de l'Afrique ne relevait pas seulement du passé, mais se poursuivait à travers ce qu'il qualifie de mécanismes néocoloniaux. Selon lui, une architecture complète, élaborée durant la période coloniale, demeure active pour permettre le pillage continu des richesses africaines. L'universitaire Hakim Adli,

professeur d'histoire en Grande-Bretagne, a soutenu qu'un nouveau système colonial s'est imposé après les indépendances, structuré autour de dispositifs permettant de prolonger l'exploitation du continent. Il a cité notamment le rôle des multinationales, qui, selon lui, alimentent certains conflits pour renforcer leur accès aux ressources locales. Il a également rappelé que 60 % des pays africains consacrent davantage de moyens au remboursement de la dette qu'aux secteurs essentiels comme l'éducation ou la santé, un déséquilibre encouragé par les recommandations répétées des institutions financières internationales prônant l'ouverture accrue aux investisseurs étrangers. Cette conférence d'envergure continentale s'inscrit dans la décision du sommet de l'Union africaine de février 2025, qui a validé l'initiative du président de la République d'organiser en Algérie un événement consacré au thème de l'année : « Justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine à travers les réparations ». L'objectif est de renforcer la réflexion et, surtout, de consolider l'action collective visant à criminaliser le colonialisme, l'esclavage, la ségrégation raciale et l'apartheid, afin de les classer comme crimes contre l'humanité, conformément aux recommandations de l'Union africaine.

Y.B.

ÉDITORIAL I'EXPRESS

L'heure du réveil

Par Boualem B.

La 12^e édition du séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, connue sous le nom de « Processus d'Oran », ouverte hier à Alger, ne fut pas une cérémonie ordinaire. Ce fut une sorte d'électrochoc. Par la voix d'Ahmed Attaf, ministre d'État et chef de la diplomatie algérienne, le continent s'est entendu dire des vérités que l'on chuchote souvent en aparté, mais que l'on ose rarement proclamer ouvertement. Actuellement, le monde traverse une crise profonde, faite de bouleversements géopolitiques d'une extrême sensibilité. Dans ce temps de bruits et de fureur, l'Afrique est quasiment ignorée. L'intérêt international pour la paix et la sécurité du continent« s'estompe dangereusement », fait remarquer Attaf. Pis encore, on peut dire que cet intérêt s'est quasiment éteint. Le tableau qu'il a dressé est sans appel. Le Soudan, qui entre dans sa troisième année de guerre fratricide, constitue aujourd'hui la pire crise humanitaire planétaire. Quatorze ans après l'intervention occidentale qui l'a brisée, la Libye est devenue presque un « dossier oublié », soumise à un chaos entretenu autant par des acteurs locaux que par des ingérences étrangères. Soixante-deux ans après son inscription sur la liste onusienne des territoires non autonomes, le Sahara occidental, dernière colonie d'Afrique, demeure toujours otage d'un statu quo que plus personne ne semble vouloir bousculer. Quant à la bande sahélo-saharienne, elle s'est transformée en une véritable poudrière : coups d'État en série, terrorisme en expansion record, États fragilisés, populations laissées pour compte. Certes, on pourrait accuser uniquement le reste du monde de cette situation. Et on aura raison, mais on passerait à côté de l'essentiel. Justement,Ahmed Attaf a, dans ce cadre, appelé l'Afrique à l'autocritique sans complaisance. Certes, les grandes puissances s'en moquent du sort de l'Afrique. Mais c'est l'Afrique qui leur avait facilité la tâche, estime Attaf. Pour lui, en laissant s'affaiblir sa diplomatie continentale, en réduisant l'Union africaine à une coquille bureaucratique, en préférant les communiqués tonitruants ou timides à l'action résolue, l'Afrique a creusé elle -même le vide que d'autres se sont empressés d'occuper. Pourtant, par le passé, l'Afrique a su, lorsqu'elle était unie et déterminée, imposer la décolonisation, faire plier l'apartheid, porter sa voix jusqu'au cœur des Nations unies. Cette capacité n'a pas disparu, elle sommeille et il est temps de la réveiller. Le message d'Alger, c'est un appel au réveil. Il est temps de relancer une diplomatie africaine offensive. Il est temps d'imposer des solutions africaines aux problèmes africains, crédibles parce que dépourvues d'arrière-pensées impérialistes. C'est pour ces raisons que le « Processus d'Oran » ne doit pas s'achever sur un communiqué sans lendemain. Il doit marquer le début d'un véritable réveil, d'une véritable reconquête. Car l'heure n'est plus à la victimisation commode, et l'Afrique doit impérativement reprendre en main son destin sécuritaire et politique. Car, c'est évident, personne ne le fera à sa place.

B.B.

Retour sur la réunion du Conseil des ministres

Pouvoir d'achat soutenu, le Président Tebboune tient ses promesses

Réuni dimanche sous la présidence du Chef de l'Etat, le Conseil des ministres a annoncé des mesures visant à préserver le pouvoir d'achat des ménages, témoignant de l'engagement du Président de la République à améliorer les conditions de vie des citoyens.



■ Par Merouane Korsou

C'est dans un contexte économique et financier plutôt serein, et à la veille de la signature de la loi de finances 2026 que le Conseil des ministres a décidé dimanche de plusieurs mesures sociales dynamiques, allant dans le sens d'une amélioration des conditions de vie des citoyens, la sécurité de leurs emplois et, surtout, une revalorisation des principaux revenus : salaires, allocation chômage et pensions de retraite, le tout avec une hausse du Salaire na-

tional minimum garanti (SNMG). Sans conteste, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a présidé ce Conseil des ministres et donné plusieurs orientations allant dans le sens de la valorisation des potentialités énergétiques nationales, tient à rassurer le front social, et améliorer globalement les conditions de vie des Algériens. Après le volet habitat avec le troisième programme AADL, le chef de l'état rassure quant à la tenue de ses promesses électorales envers les jeunes, les salariés et les retraités, des franges importantes de la société. Après les annonces, la certitude : le président Tebboune a donc confirmé trois grandes décisions sociales et éco-

nomiques : d'abord, le SNMG, qui était de 20 000 DA, passe à 24 000 dinars, soit une hausse importante de 4 000 dinars, et le seuil minimum des salaires garantis en Algérie passe à 24 000 dinars à partir de janvier 2026. Un effort financier conséquent de l'Etat algérien qui, entre 2020 et 2024, a décidé de quatre hausses successives des salaires et des pensions de retraite. Ces revalorisations des salaires et pensions de retraite touchent un peu plus de 2,8 millions de fonctionnaires et de retraités. De fait, cette politique sociale et de revalorisation des salaires s'est accompagnée d'une amélioration annuelle des pensions de retraite, avec une enveloppe globale de 1

100 milliards de dinars consacrée à cet effet. La dernière augmentation, opérée en mai 2024, a permis à certaines pensions d'atteindre une hausse de 48%, soulageant ainsi une frange vulnérable de la population face à l'inflation et à la hausse des prix des produits de première nécessité. Dans la foulée, le Conseil des ministres a décidé de porter l'allocation chômage de 15 000 DA à 18 000 DA. Cette hausse est ainsi passée de 13 000 à 15 000 DA, puis à 18 000 DA, alors que l'exonération de l'IRG pour les bas salaires a été maintenue, allégeant la pression fiscale sur les travailleurs les moins rémunérés. Les hausses salariales ainsi décidées, outre l'allocation chômage, sont un geste politique et social fort décidé par le chef de l'Etat, à un moment où les prix des principaux produits de consommation de base connaissent une hausse relative. Les mesures annoncées et décidées par le Conseil des ministres interviennent par ailleurs dans un contexte socio-économique local apaisé, avec une inflation maîtrisée à moins de 4% sur une année. Après sa dernière mission de consultations menée en juin dernier en Algérie, le FMI avait, rappelle-t-on, relevé que "l'inflation a fortement diminué, passant d'une moyenne annuelle de 9,3 % en 2023 à 4 % en 2024, principalement sous l'effet d'une progression plus faible des prix des denrées alimentaires". La Banque mondiale a souligné quant à elle "qu'après une inflation annuelle élevée en 2023 (9,3 %), l'économie algérienne a connu une forte désinflation en 2024 (4,0 %), portée par le ralentissement des prix alimentaires (3,3 %)". Ces données macro-économiques confortent par ailleurs la décision des pouvoirs publics de soulager le portefeuille des ménages et d'alléger de la pression inflationniste, notamment l'inflation importée à travers une hausse du taux de change des devises par rapport à la monnaie nationale.

Des décisions politiques et économiques qui soulagent et rassurent le front social à un moment de grands efforts du gouvernement allant dans le sens de l'éradication de la précarité sociale tout autant que l'amélioration globale des conditions de vie des Algériens. Il faut juste rappeler que la loi de finances 2026, actuellement devant le Conseil de la nation, prévoit des indicateurs financiers rassurant pour les trois prochaines années : un taux de croissance prévu de 4,1% en 2026, 4,4% en 2027 et 4,5% en 2028, dans un contexte de performance des secteurs hors hydrocarbures. L'autre grande nouveauté annoncée lors de ce Conseil des ministres est que l'Algérie va bientôt devenir exportatrice de carburants, pour la première fois depuis l'indépendance nationale. Deux annonces importantes : le président Tebboune a ordonné la tenue des assises nationales de l'énergie et des hydrocarbures, et l'engagement de discussions avec la Mauritanie pour le lancement de stations-service Naftal sur le territoire mauritanien. En outre, il a été décidé de l'amélioration du stock stratégique national des produits énergétiques, l'accélération de la réalisation de la raffinerie de Hassi Messaoud, notamment pour améliorer les capacités nationales d'exportation, le lancement de cartes prépayées pour l'approvisionnement en carburant, notamment dans les zones frontalières, et la production locale de pneumatiques, un produit qui grève lourdement les finances de l'Etat. Devant la pénurie actuelle de ce produit, il a été ainsi décidé l'importation de 500 000 unités de pneus destinés aux camions, autobus et véhicules de tourisme. Les décisions prises lors du Conseil des ministres de dimanche dernier donnent donc le ton à une meilleure prise en charge, par les pouvoirs publics, de la demande sociale.

M.K.

Paysage politique

Les indépendants appellent à un pluralisme responsable

■ Par Kader M.

Alors que certains partis ont fait l'objet d'accusation de surenchères sur les positions de l'Algérie dans un communiqué diffusé par l'APS le 29 novembre, qui fait carrément part de faillite politique et violation flagrante de la Constitution, le groupe parlementaire des indépendants au Conseil de la nation est monté d'un cran. Il a en effet plaidé pour une profonde réforme de la loi sur les partis permettant le passage d'un pluralisme « numériquement hypertrophié » à un pluralisme « efficace », fondé sur des organisations politiques sérieuses et des programmes réalistes. Dans ce sillage, le groupe parlementaire a insisté sur la nécessité de la rationalisation du paysage partisan, avec la préservation totale de la liberté d'activité politique garantie par la Constitution, et le renforcement des capacités des formations politiques quant à encadrer la société à des fins de formation d'élites et

de production d'initiatives politiques. La réforme doit s'appuyer sur des critères précis, selon le groupe, rapporte le quotidien El Khabar, garantissant le sérieux de la création des partis, voire leur implantation à travers le territoire national, ainsi que leur capacité d'organisation, avec la condition sine qua non de couverture d'au moins 50+1 wilayas. La même source souligne la nécessité du respect de la démocratie interne, par l'élection transparente des instances dirigeantes, sur la base de mandats définis, ce qui demeure conforme au cadre proposé par la présidence de la République, fixant les durées de mandat. L'importance, voire la nécessité pour les instances dirigeantes, quant à la tenue des congrès réguliers, et l'adoption des mécanismes de contrôle interne efficaces, a fait l'objet d'insistance du groupe des indépendants. Ce dernier précise aussi la contribution de cet engagement quant à l'instauration d'une culture institutionnelle, et la réduction du caractère circonstanciel de certaines orga-

nisations. S'agissant du financement des formations politiques, l'encadrement des sources de financement des partis conformément aux règles strictes, renforçant la confiance dans l'action politique, de par la liaison du soutien public aux résultats électoraux des partis et leur présence sur le terrain, ont été rappelés par le groupe. Ainsi que la nécessité de mécanismes de contrôle financier périodiques, afin de garantir la transparence et la protection de la scène politique des dérives. La numérisation des procédures de création des partis et leur suivi administratif ont été mis en exergue par le groupe. Ce dernier a proposé la création d'une plateforme nationale à des fins de publication des activités et données essentielles partisans. Le groupe a fait part de l'importance de l'adoption de rapports annuels électroniques sur les activités et les finances, quant à la contribution de la réduction de la bureaucratie et à l'amélioration de la transparence et l'efficacité. L'inclusion de dispositions encourageant la

création d'écoles de formation politique au sein des partis, ainsi que la promotion de la représentation des jeunes et des femmes dans les instances dirigeantes, et la mise en place de programmes de formation pour les élus dans le but d'améliorer la performance parlementaire ont été aussi soulignées à l'occasion par le groupe parlementaire. En matière d'éthique du travail partisan, le groupe des indépendants a proposé l'adoption d'une charte nationale, interdisant les discours hostiles ou incitatifs, l'exploitation des institutions sensibles ou des symboles nationaux à des fins de querelles partisans étroites, tout en veillant sur les traditions de compétition loyale et de responsabilité dans le discours politique. Enfin, la même source a insisté sur la place essentielle que doit avoir l'opposition dans l'équilibre politique du pays, tout en appelant à l'inscrire dans la législation, incluant les droits de l'opposition en question au sein des instances élues.

K.M.

Il réaffirme ses engagements sanitaires

L'Etat intensifie la lutte contre le sida

Une moyenne de 1 200 nouvelles infections au VIH Sida sont enregistrés annuellement en Algérie, a annoncé, hier à Alger, le Dr Samia Hammadi, directrice de la prévention et de la lutte contre les maladies transmissibles au ministère de la Santé. En dépit de l'engagement politique et financier considérable de l'Etat ainsi que des efforts de tous les acteurs et des partenaires en matière de riposte au Sida, la cible tracée consistant à atteindre moins de 500 nouvelles infections par an n'est malheureusement pas atteinte, regrette Mme Hammadi.



Par Merim Ka

L'Algérie a célébré hier la Journée mondiale de lutte contre le sida, placée cette année sous le thème proposé par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida : « Surmonter les perturbations et transformer la riposte au sida ». Une journée également accompagnée d'un slogan national jugé « porteur d'engagement et d'espoir : éliminer les barrières et renforcer la riposte pour mettre fin au sida », selon le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene. Dans un message lu en son nom par le SG du ministère, M. Ait Messaoudene a rappelé l'engagement des autorités compétentes à renforcer les acquis, intensifier le travail collectif et garantir un accès équitable de tous à la prévention, au traitement et aux soins, dans le cadre du respect du droit universel à la santé. « L'Algérie a consacré le droit à la santé comme un droit fondamental dans sa Constitution, ce qui impose à l'État la néces-

sité de protéger la santé des citoyens et de lutter contre les maladies épidémiques et endémiques », a dit le ministre qui a salué la qualité de la coopération de l'Algérie avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, qui a permis à notre pays de « réaliser des avancées significatives dans la lutte contre le virus de l'immunodéficience humaine/sida ». Le ministre de tutelle a dans cette optique réaffirmé l'engagement de l'Algérie à contribuer à l'atteinte des ambitieux objectifs fixés par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida. Avec ses partenaires, l'ONUSIDA s'est, en effet, fixé comme objectif à l'échelle mondiale pour 2030 : 95-95-95, soit diagnostiquer 95 % de toutes les personnes séropositives, fournir un traitement ARV à 95 % des personnes diagnostiquées et obtenir une charge virale indétectable pour 95 % des personnes traitées, d'ici à 2030. Il indique qu'au cours des dernières années, le pays a déployé « d'importants efforts » pour renforcer le dépistage, la prise

en charge et garantir à tous l'accès au traitement antirétroviral, tout en précisant que l'État assure plus de 95 % de la prise en charge du VIH. Le ministre a, à cet effet, salué l'engagement des professionnels de la santé, de nos partenaires institutionnels, de la société civile et de tous ceux qui contribuent chaque jour à une réponse efficace et équitable. C'est aujourd'hui une dynamique qui devrait être « préservée et intensifiée » dans la mise en œuvre du plan stratégique 2024-2028. Pour lui, « éliminer les barrières signifie garantir un accès plus facile et non discriminatoire au dépistage et au traitement, renforcer la prévention, améliorer la qualité des services, et promouvoir la coordination intersectorielle ».

1 200 nouvelles infections enregistrées annuellement

En dépit des efforts consentis par les autorités compétentes, la cible tracée consistant à atteindre moins de 500 nouvelles

infections par an n'est malheureusement pas atteinte, regrette Samia Hammadi, directrice de la prévention et de lutte contre les maladies transmissibles au ministère de la Santé. Le pays enregistre une moyenne de 1 200 nouvelles infections au VIH Sida annuellement, a fait savoir Dr Hammadi en marge de la rencontre de célébration de la Journée mondiale de lutte contre le Sida. Depuis 1985, « le pays a recensé 21 000 cas confirmés soumis au traitement. Avec une moyenne de 1 200 nouvelles infections enregistrées annuellement », a-t-elle expliqué. Elle a fait savoir que la tutelle s'est fixé l'objectif de réduire les cas d'infection à 500 cas annuellement. Un objectif qui n'est malheureusement pas atteint en dépit des efforts consentis pour éliminer la maladie. Elle a mis en avant l'importance du dépistage précoce qui permet un diagnostic exact de cette maladie infectieuse, avant même l'apparition des premiers symptômes. Ce qui augmente considérablement les chances de réussite du traitement, ajoutant que la prévention demeure une priorité des professionnels de la santé. Elle a fait savoir dans ce sens que le pays dispose de centres de dépistage et de soins. « L'État assure plus de 95 % de la prise en charge du VIH », précisant que l'objectif est de sensibiliser la population sur cette maladie, notamment la population vulnérable, et celle à haut risque d'exposition. « Ce pourquoi le défi pour nous consiste à amener les porteurs du virus non connus à se faire dépister et à déclarer leur maladie afin de briser la chaîne de transmission de l'épidémie ». Dans cette optique, elle a précisé que le plan stratégique national 2024-2028 prend en charge tous les engagements pris par l'Algérie et vise à améliorer la réponse nationale compte tenu du tableau épidémiologique et de la dynamique de l'épidémie en concentrant les efforts sur les groupes les plus exposés au virus. Outre la prévention, le dépistage, le diagnostic, et la prise en charge, ainsi que la lutte contre la stigmatisation, « nous menons des enquêtes et études d'estimation de taille et bio-comportementale (IBBS) sur le VIH/IST qui permettent d'orienter les activités, ainsi que la prise de décisions ». Parmi les efforts du pays dans la lutte contre le VIH, elle cite également la stratégie nationale d'élimination de la contamination mère-enfant (E TME) adoptée par le ministère de la Santé. Le dépistage du virus VIH/Sida, de l'hépatite B et de la syphilis chez les femmes enceintes doit être régulier pour réduire la triple contamination mère-enfant, et ce, à travers une couverture vaccinale élevée, un programme de prévention renforcé pour la maternité, l'intégration croissante du dépistage dans les services de santé reproductive et la mobilisation continue des professionnels de la santé sur le terrain.

M. Ka

Programme national de qualification des jeunes leaders

Installation d'un comité d'organisation

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, a procédé à l'installation du comité d'organisation chargé de superviser le lancement du programme national de qualification des jeunes leaders, a indiqué hier un communiqué du ministère. Présidant la cérémonie d'installation de ce comité, tenue dimanche au Centre culturel Arezki-Taboudoucht à Ben Aknoun, Hidaoui a affirmé que le programme national de qualification des jeunes leaders se vou-

lait « une démarche concrète consacrant la reconnaissance, par les institutions de l'Etat, des capacités des jeunes et l'ouverture de nouvelles perspectives visant à les préparer à participer à la gestion des affaires publiques », précise la même source. Il s'agit d'« une expérience unique en son genre, reposant sur une formation de qualité et un accompagnement de terrain permettant aux jeunes d'assumer des responsabilités dans divers domaines », a-t-il souligné. Et d'ajouter que le comité installé « veillera

à une préparation optimale des différentes étapes du programme, en vue de son lancement officiel dans les meilleures conditions ». Dans ce sillage, le ministre a relevé que « le principal enjeu consiste à encourager les jeunes, à les autonomiser et à leur permettre de jouer un rôle leader dans le développement national, tout en valorisant leur potentiel créatif », insistant sur « l'engagement du ministère à accompagner toutes les initiatives à même de renforcer la participation des jeunes au processus décisionnel et de leur offrir des espaces d'influence

effectifs ». Par ailleurs, ce programme représente « une expérience de terrain inédite, s'étalant sur une année entière, et accompagnant, pas à pas, les jeunes afin de renforcer leur impact positif dans différents espaces ». « Il bénéficiera à 1 000 jeunes (hommes et femmes), issus des différentes wilayas du pays et de la diaspora, en vue d'implanter leurs projets au sein des établissements de jeunes, pour qu'elles deviennent de véritables pôles de créativité et d'encadrement des jeunes ».

CONSEIL
DE LA NATIONBouzred présente
le PLF 2026

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a présenté lundi, devant les membres du Conseil de la Nation, le texte de loi de finances pour l'année 2026, lors d'une séance plénière présidée par M. Azzouz Nasri, président du Conseil, en présence de membres du gouvernement. Le ministre a expliqué, lors de sa présentation devant les membres du Conseil, que le nouveau texte vient renforcer la performance de l'économie nationale, en particulier dans les secteurs hors hydrocarbures qui connaissent un essor qualitatif qu'il convient de valoriser, selon l'APS. Selon le texte de la loi de finances, le budget de l'Etat des dépenses s'élève à 17.636,7 milliards de dinars (mds DA) en 2026, tandis que les recettes budgétaires devraient atteindre 8009 mds DA durant la même année. Le nouveau texte de loi, adopté par les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) le 18 novembre, a été élaboré sur la base d'un prix référentiel du baril du pétrole de 60 dollars, et de 70 dollars pour le prix estimatif de marché du baril. Les recettes pétrolières inscrites au budget devraient atteindre 2697,9 mds DA en 2026. Concernant le taux de croissance économique, il est prévu qu'il atteigne 4,1 % l'année prochaine, avant de s'élever à 4,4 % en 2027 puis à 4,5 % en 2028, selon M. Bouzred soulignant que ces estimations prennent en compte l'évolution de la situation économique nationale et internationale, notamment les résultats attendus des secteurs hors hydrocarbures. S'agissant du volet législatif, le ministre a rappelé que le texte prévoyait une série de mesures visant à protéger le pouvoir d'achat des citoyens, à soutenir l'économie et à encourager l'investissement.

Par : Ines B

Sous l'égide du slogan « La protection de votre identité numérique commence par la connaissance de tout ce qui est enregistré en votre nom », et dans le cadre de ses missions visant à garantir la protection des abonnés, l'Autorité de Régulation de la Poste et des Communications Electroniques (ARPCE) a annoncé, hier, le lancement officiel du nouveau service « Arkami DZ ». Ce dernier offre à tout abonné aux services de la téléphonie mobile la faculté de consulter le nombre de cartes SIM enregistrées en son nom auprès de son opérateur. "Accessible à travers le code unique *254# mis en place par l'Autorité de régulation, en collaboration avec les opérateurs de la téléphonie mobile, cette démarche vise à permettre à chaque abonné d'obtenir le nombre exhaustif des cartes SIM enregistrées en son nom auprès de son opérateur", a indiqué l'ARPCE dans un communiqué publié sur sa page officielle facebook. Cette mesure proactive revêt un caractère fondamental, ajoute l'ARPCE, dans le cadre de la protection des abonnés contre toute utilisation illégale de leurs données personnelles et identitaires à travers les cartes SIM, eu égard aux répercussions signifi-

POUR LA PROTECTION DES ABONNÉS DE LA TÉLÉPHONIE MOBILE

L'ARPCE lance officiellement
le nouveau service « Arkami DZ »

*"L'abonné compose le code *254# depuis sa ligne, puis saisit sa date de naissance en guise de procédure de vérification de son identité. Il reçoit, par la suite, un message texte (SMS) l'informant du nombre total de cartes SIM enregistrées en son nom"*



catives que de tels actes peuvent engendrer sur la sécurité et l'ordre public. "L'abonné compose le code *254# depuis sa ligne, puis saisit sa date de naissance en guise de procédure de vérification de son identité. Il reçoit, par la suite, un message texte (SMS) l'informant du nombre total de cartes SIM enregistrées en son nom". Et pour toute information complémentaire, l'abonné peut s'adresser aux agences commerciales de son

opérateur. Le tarif relatif à ce service est fixé à cinq (5) dinars algériens (DA) par demande réussie, montant directement débité du crédit de l'abonné", explique l'autorité de régulation. Afin de s'assurer de l'absence de toute carte SIM enregistrée en son nom auprès des autres opérateurs, l'Autorité de régulation invite l'abonné à se présenter dans les agences commerciales de ces opérateurs, munis de sa pièce

d'identité officielle en cours de validité. L'Autorité de Régulation de la Poste et des Communications Electroniques insiste sur l'importance cruciale de recourir à ce service indispensable pour s'assurer du nombre réel des cartes SIM, réaffirmant que la sécurité numérique constitue une responsabilité collective impérieuse, ne pouvant être différée.

I.B.

HYDROCARBURES

Examen des opportunités de coopération avec Midad Energy

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, a reçu, dimanche à Alger, le Président-directeur général (PDG) de la compagnie saoudienne " Midad Energy-North Africa", Sheikh Abdulelah Bin Mohammed Bin Abdullah Al-Aiba, les deux parties ayant abordé les perspectives de la coopération bilatérale, indique un communiqué du ministère. La rencontre qui s'est tenue au siège du ministère, en présence du PDG du Groupe Sonatrach, M. Noureddine Daoudi et des cadres du ministère, a permis "d'examiner l'état des relations bilatérales et les perspectives de coopération entre le Groupe Sonatrach et la compagnie Midad Energy dans le domaine des hydrocarbures, notamment après la signature d'un contrat d'hydrocarbures sous

forme de partage de la production entre les deux sociétés, relatif aux opérations d'exploration et d'exploitation dans le périmètre contractuel "Illizi Sud", situé dans le bassin d'Illizi. Les deux parties ont passé en revue l'état d'avancement des concertations entre les deux parties, dans l'objectif de mettre en place une feuille de route commune permettant l'entrée en vigueur du contrat, selon les délais fixés et les normes de travail convenues, ajoute le communiqué. Les deux parties ont également abordé d'autres nouvelles opportunités de partenariat et d'investissement dans les différentes étapes de la chaîne de valeur de l'industrie du pétrole et du gaz, incluant le développement de projets stratégiques visant à renforcer l'échange d'expertises, le transfert de la

connaissance et le développement des compétences humaines dans les domaines de l'exploration et de la production, aussi bien en Algérie qu'à l'étranger. A cette occasion, le ministre a souligné la solidité des relations fraternelles unissant les deux pays et l'importance de promouvoir un partenariat économique fondé sur les intérêts mutuels, au service de la vision énergétique des deux pays, ajoute le communiqué. Pour sa part, Sheikh Abdulelah Bin Mohammed Bin Abdullah Al-Aiban a exprimé l'intérêt de sa compagnie Midad Energy North Africa pour l'énergie, en renforçant sa présence en matière d'investissement en Algérie, au regard des opportunités prometteuses garanties par le secteur des hydrocarbures. Il a réaffirmé l'engagement de la compagnie

à développer sa coopération stratégique avec le Groupe Sonatrach et à accélérer le rythme de réalisation des projets communs, en adoptant les technologies de pointe dans le domaine de l'industrie pétrolière et gazière au mieux des intérêts mutuels. Le Groupe Sonatrach avait signé, en octobre dernier, avec la société saoudienne Midad Energy North Africa un contrat d'hydrocarbures de type partage de production dans le périmètre contractuel "Illizi-Sud", dans le cadre des dispositions de la loi 19-13 régissant les activités d'hydrocarbures sur une durée de 30 ans, pouvant être prolongée de 10 années supplémentaires, pour un investissement global de plus de 5,4 milliards de dollars, assurés à 100% par Midad Energy North Africa.

INDICE MONDIAL DE L'INNOVATION

L'Algérie dispose des qualifications pour bien se classer

Les participants à la Conférence nationale sur l'innovation, organisée dimanche à Alger, par le ministère de l'Industrie, ont affirmé que l'Algérie possédait les qualifications requises pour occuper de bons classements dans l'Indice mondial de l'innovation (GII) publié par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Intervenant à la Conférence qui s'inscrit dans le cadre des activités du Comité national intersectoriel chargé du suivi de l'amélioration du classement de l'Algérie dans l'Indice mondial de l'innovation, les participants ont examiné les nouveautés de cet indice et les moyens d'améliorer le classement de l'Algérie pour refléter les efforts consentis et les développements enregistrés dans ce domaine, selon l'APS. Le secrétaire général du ministère de l'Industrie, Kheireddine Benaïssa

a souligné que l'Algérie accorde une grande importance à l'Indice mondial de l'innovation, citant "les efforts consentis pour améliorer son classement et renforcer son attractivité, en tant que destination pour les investissements et les capitaux et partant promouvoir sa compétitivité sur les plans, régional et international". L'amélioration du classement de l'Algérie exige de "renforcer la coordination entre les secteurs concernés, à travers l'élaboration de politiques relatives à la promotion de l'innovation", a-t-il ajouté. Le directeur du bureau extérieur de l'OMPI en Algérie, Mohamed Salek Ahmed Othman, a affirmé que l'Algérie possède toutes les qualifications l'habilitant à occuper un rang en adéquation avec ses potentialités et ses moyens, voire à "sa ressource humaine importante", auxquels s'ajoutent la

hausse considérable du nombre de brevets d'invention et la croissance du nombre de start-up. Le président du Comité national intersectoriel chargé du suivi de l'amélioration du classement de l'Algérie dans l'Indice mondial de l'innovation, Mahmah Bouziane a présenté un exposé sur la situation de l'Algérie selon les différentes normes adoptées dans l'Indice mondial de l'innovation. Le rédacteur du GII, Sacha Wunsch-Vincent a indiqué que l'innovation "est un processus de long terme, dont les résultats ne sont pas immédiats", préconisant "d'impliquer le secteur privé dans le financement de la recherche et du développement". Le rapport annuel de l'OMPI sur l'Indice mondial de l'innovation classe des économies mondiales en fonction de leurs performances en matière d'innovation.

1ER SALON
INTERNATIONAL
MARITIME

40 exposants nationaux et étrangers attendus

La première édition du Salon international maritime se tiendra du 2 au 4 décembre en cours au Palais des expositions (Pins maritimes-Alger), avec la participation de 40 exposants nationaux et étrangers, ont indiqué, lundi, les organisateurs dans un communiqué. Cet événement "s'inscrit au cœur des priorités nationales visant à renforcer la performance, la modernisation et l'attractivité du secteur maritime et portuaire" et "ambitionne de contribuer au développement des infrastructures" du secteur, ont souligné les initiateurs. Parrainé par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, ce salon mettra en avant le rôle central de la formation professionnelle dans la consolidation des filières liées à la construction navale, aux services techniques portuaires, à la maintenance maritime et aux métiers de la logistique. Le salon propose également un programme de conférences portant sur des thématiques liées au secteur, notamment sur le rôle des ports dans la stratégie d'exportation, le financement des investissements maritimes et portuaires, ainsi que la transition énergétique dans le transport maritime. En parallèle, des rencontres B2B sont prévues afin de permettre aux institutions publiques, aux acteurs économiques et aux opérateurs internationaux d'explorer de nouvelles opportunités de collaboration, de co-développement et d'investissement, a-t-on précisé de même source.

FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-BIÉLORUSSE

Pour une coopération économique plus accrue

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, et le ministre biélorusse du Commerce, M. Artur Karpovich, ont inauguré, hier, le Forum d'affaires algéro-biélorusse. À l'ouverture du Forum, Mme Abdellatif a tenu à souligner l'importance d'approfondir la coopération économique entre l'Algérie et la Biélorussie, estimant que les deux pays disposent d'un potentiel important encore sous-exploité.

Par Inès B.

La ministre a rappelé que les relations algéro-biélorusses se sont renforcées ces dernières années, grâce à l'intensification des visites officielles et à l'activation des mécanismes de concertation politique, selon un communiqué du ministère. Elle a insisté sur l'impact des réformes structurelles engagées sous l'impulsion du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, notamment l'amélioration du climat d'investissement à travers le nouveau cadre législatif et réglementaire. Tout en rappelant les avancées réalisées en matière de simplification des procédures, d'amélioration de la transparence, et de modernisation des services dédiés aux investisseurs, Mme Abdellatif a indiqué que ces efforts ont permis une augmentation notable des projets d'investissement enregistrés entre novembre 2022 et juin 2025, traduisant une confiance renforcée des opérateurs nationaux et étrangers dans le marché algérien. Saisissant cette occasion, la ministre du commerce intérieur a indiqué que les échanges commerciaux ont atteint 34,54 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2025. Un niveau estimé insuffisant au



regard du potentiel existant et de la qualité des relations politiques et historiques entre les deux pays. Elle a, à ce titre, appelé à intensifier les partenariats dans les secteurs stratégiques, notamment l'industrie, l'agriculture, la mécanique, la pharmacie, le numérique et d'autres domaines à forte valeur ajoutée. Notons que la délégation d'hommes d'affaires biélorusses couvre plusieurs secteurs stratégiques tels que les machines et équipements industriels, la construction mécanique et les travaux

publics, les transports et véhicules lourds, l'agroalimentaire (laiterie, fromagerie, transformation de viande), les industries pharmaceutiques et produits médicaux, les services financiers (banque), les échanges de matières premières ainsi que la recherche universitaire et les centres de R&D. Elle regroupe des experts dans des domaines variés et stratégiques. Elle inclut des acteurs des machines et équipements industriels, de la construction mécanique et des travaux publics. D'autres secteurs couverts sont les trans-

ports et véhicules lourds, l'agroalimentaire avec un focus sur la laiterie, la fromagerie et la transformation de viande, ainsi que les industries pharmaceutiques et produits médicaux. Cette rencontre vise en fait à favoriser les échanges directs entre opérateurs économiques des deux pays. Pour rappel, un comité mixte de coopération suit les projets bilatéraux via des groupes de travail conjoints. Les échanges portent aussi sur la recherche universitaire et les centres de R&D pour booster l'innovation.

I.B.

POUR ÉVALUER L'AVANCEMENT DU PROGRAMME COMPLÉMENTAIRE DE DÉVELOPPEMENT Sayoud et Djellaoui en visite d'inspection à Tissemsilt

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, s'est rendu, hier, dans la wilaya de Tissemsilt pour une visite d'inspection afin d'évaluer l'avancement du programme complémentaire de développement approuvé par le président de la République pour cette wilaya. Le ministre était accompagné, lors de cette visite, par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, afin d'inspecter les principaux projets inscrits dans le programme de développement. "Au début de sa visite dans la wilaya de Tissemsilt, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a inspecté plusieurs grands projets de développement. Il a souligné l'importance d'accélérer le rythme des réalisations, dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le Président de la République", indique un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Le ministre a inspecté le

projet de réalisation du pôle urbain de Boumengouche où il a suivi une présentation concernant l'alimentation en eau potable de la population, en insistant sur la nécessité de trouver des solutions durables et créer de nouvelles sources d'approvisionnement en eau, d'étendre le périmètre du pôle urbain pour intégrer les futurs programmes de développement et d'accélérer la réalisation des infrastructures scolaires en prévision de la prochaine rentrée scolaire. "Le ministre a indiqué que ce pôle urbain représente un véritable acquis pour les habitants, grâce aux établissements scolaires, aux équipements publics et aux espaces verts qu'il offrira, garantissant ainsi un cadre de vie confortable. Il a également appelé à lancer les travaux de plantation d'arbres, d'aménagement des espaces verts, et à concrétiser le concept de la forêt urbaine conformément aux normes de l'aménagement urbain et environnemental" ajoute le communiqué. La visite d'inspection a également concerné le

nouvel hôpital de 240 lits, où le ministre a pris connaissance des différentes étapes de réalisation et du taux d'avancement des travaux. Il a insisté sur l'accélération du rythme des travaux tout en garantissant la meilleure qualité des matériaux et des équipements médicaux, le respect des normes internationales afin d'assurer des services de santé de haut niveau, accélérer la réalisation tout en maintenant la qualité et l'exploitation de l'environnement extérieur de l'hôpital pour l'aménagement d'espaces verts. En conclusion, le ministre a salué les efforts fournis par les autorités de la wilaya et l'ensemble des partenaires, affirmant que ces projets représentent une avancée importante dans le développement de la wilaya et une concrétisation réelle de la vision du Président de la République pour améliorer les conditions de vie des citoyens et renforcer les infrastructures et les services publics.

Le prix du pétrole en hausse, attisée par les conflits

Les cours du pétrole ont augmenté hier, bénéficiant d'une prime de risque exacerbée par la montée des tensions entre les États-Unis et le Venezuela et par une attaque ukrainienne contre un terminal pétrolier majeur en Russie, selon le site prixdubari. Vers 10H25 GMT (11H25 HEC), le prix du baril de la mer du Nord, pour livraison en février, prenait 1,75% à 63,47 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, gagnait 1,84% à 59,63 dollars. Le Venezuela a demandé dimanche à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) de l'aider à stopper "l'agression" des

États-Unis, qui ont déployé des bateaux de guerre dans les Caraïbes et évoquent la possibilité de réaliser des frappes aériennes sur le sol vénézuélien. Le président américain Donald Trump accuse le Venezuela d'être derrière le trafic de produits stupéfiants qui inondent les États-Unis, mais Caracas dément et affirme que l'objectif véritable de Washington serait un changement de régime et la mainmise sur les réserves pétrolières très importantes du pays. Actuellement, "le Venezuela produit environ un million de barils par jour, soit environ 1% de l'offre mondiale, et en exporte environ la moitié", a souligné Arne Lohmann Ras-

mussen, analyste de Global Risk Management. La guerre en Ukraine continue aussi de faire fluctuer les cours de l'or noir, notamment après des attaques de drones navals ukrainiens qui ont endommagé samedi une infrastructure pétrolière majeure dans un port russe, sur les côtes de la mer Noire, et qui ont valu une protestation du Kazakhstan dont environ 80% de la production de pétrole transite par l'oléoduc ciblé. Toutefois, les négociations se poursuivent pour une résolution du conflit en Ukraine, ce qui pourrait faire chuter la prime de risque et gonfler les cours du pétrole.

EL BAYADH

Renforcement des infrastructures de la jeunesse et des sports

Les travaux portent sur le renouvellement et la pose des sièges des gradins, la rénovation des vestiaires, le renforcement de l'éclairage et des équipements de sécurité, l'installation de projecteurs, ainsi que l'aménagement de diverses structures appartenant à l'infrastructure, notamment le bloc sanitaire, les espaces réservés à la presse et les tribunes du public.

Un ensemble de projets de développement, ont été initiés dans le cadre des efforts de l'Etat de moderniser les infrastructures sportives et de jeunesse et d'encourager la pratique sportive, a indiqué, dimanche, le directeur du secteur, Meziane Kaddour. Le responsable a signalé qu'une vaste opération de réhabilitation du complexe sportif Zakaria-El Medjdoub, au chef-lieu de la wilaya, a été récemment lancée. Les travaux portent sur le renouvellement et la pose des sièges des gradins, la rénovation des vestiaires, le renforcement de l'éclairage et des équipements de sécurité, l'installation de projecteurs, ainsi que l'aménagement de diverses structures appartenant à l'infrastructure, notamment le bloc sanitaire, les espaces réservés à la presse et les tribunes du public. Par ailleurs, les travaux d'achèvement des vestiaires et du bloc administratif du stade communal de Bougtob, d'une capacité de 5.000 places, ont été lancés, tandis que les travaux de réalisation du stade communal de Ghassoul, Chahid Makhoulfi-Cheikh, entamés cette année, se poursuivront. Concernant les piscines de proximité couvertes, la



wilaya a mis en service au cours de l'année 2025 cinq nouvelles piscines, dont deux au chef-lieu de wilaya et trois dans les communes de Rogassa, Bougtob et Boualem. Ces infrastructures s'ajoutent à deux autres piscines inaugurées l'année dernière à Kef El Ahmar et Arbaouat. Les travaux de réalisation d'une piscine semi-olympique à Brezina et d'une piscine de proximité couverte à El-Benoud sont également en cours, tan-

dis que le lancement d'un projet similaire est prévu, prochainement, dans la commune d'Aïn Larbâa. Dans le même sens, les travaux du complexe sportif de proximité Chahid Salaâ-Abdelkader dans la commune de Ghas-soul, se dérouleront. En outre, quatre stades communaux situés à El-Kheïther, Kef Lahmar, Arbaouat et Cheguig bénéficieraient d'opérations de réhabilitation dans le cadre du Fonds de garantie et

de solidarité des collectivités locales au titre de l'année 2026, selon la même source. Ces projets s'inscrivent dans le programme de développement visant à promouvoir l'activité sportive et de jeunesse dans la wilaya, à donner un nouvel élan au mouvement sportif local et à améliorer les conditions de pratique au profit des clubs et associations sportives, a ajouté le responsable.

BLIDA

74 demandes de cession du droit de concession agricole

L'antenne de Blida de l'Office national des terres agricoles (ONTA) a enregistré 74 demandes de cession du droit de concession agricole au profit d'un tiers, a-t-on appris dimanche auprès de cette structure. Quelque 74 exploitants agricoles ont introduit des demandes de cession du droit de concession qui leur avait été accordé pour l'exploitation de terres agricoles dans le cadre de la loi 10-03 du 15 août 2010 fixant les modalités d'exploitation des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat, a indiqué à l'APS le directeur local de l'ONTA, Yacine Ouania. Il a souligné que la wilaya a été la première à délivrer un contrat de cession du droit de concession agricole au profit d'un tiers, après approbation du wali, les autres dossiers étant en cours d'examen par la commission compétente, notamment au regard du droit de préemption. L'Office a également réceptionné 29 demandes de régularisation, en application de l'instruction ministérielle n815 du 21 mars 2024, émise par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour la mise en œuvre du décret exécutif 24-55 du 23 janvier 2024 fixant les conditions d'attribution des terres agricoles du domaine privé de l'Etat pour la mise en valeur par concession, selon la même source. M. Ouania a ajouté que la commission technique de promotion de l'investissement agricole, présidée par le directeur général de l'ONTA, a approuvé l'ensemble des demandes déposées. Les procédures se poursuivent pour délivrer aux exploitants les attestations de qualification et contrats de concession leur permettant d'obtenir la carte d'agriculteur et d'accéder à l'ensemble des dispositifs publics de soutien destinés au développement du secteur.

TLEMCEEN

20 Puits artésiens et 4 stations de pompage raccordés à l'électricité

La Société de distribution de l'électricité et du gaz de Tlemcen a annoncé, dans un communiqué samedi, avoir raccordé au réseau électrique depuis le début de l'année, 20 puits artésiens et 4 stations de pompage d'eau. Les puits concernés sont répartis dans les com-

munes de Sabra, Msir-da El-Fouaga, El-Aricha, Terny, El-Bouihi, Aïn Fezza, Chetouane, Beni Senous, Seb-dou et Aïn Tellout. Dans le cadre de cette opération, plus de 7 km de réseau électrique ont été installés, ainsi que 20 transformateurs électriques. Par ailleurs, quatre sta-

tions de pompage situées dans les communes de Sidi M'djahed, Aïn Youcef, Honaine et le village d'Aïn El-Hadjar ont également été raccordées à l'électricité afin de renforcer l'alimentation en eau potable dans ces zones rurales. Selon le communiqué, ces interventions s'in-

crivent dans le cadre des orientations des hautes autorités visant à soutenir le développement rural, à renforcer la sécurité hydrique et énergétique des communes de la wilaya et à accompagner les agriculteurs ainsi que les investisseurs du secteur agricole.



KHENCHELA

Vers la mise en service de 3 centres de proximité de stockage de céréales

Trois centres de proximité de stockage de céréales seront mis en service dans la wilaya de Khenchela au cours du premier trimestre 2026, a-t-on appris dimanche auprès du directeur des équipements publics. M. Abdelouahab Boudib a précisé à l'APS que les entreprises chargées de la réalisation de ces structures dans les communes d'Ouled Rechache, R'mila

et Metoussa et dont les taux d'avancement des travaux sont estimés entre 50 et 70 % se sont engagées à les livrer au cours du premier trimestre de l'année prochaine. L'enveloppe financière octroyée à la réalisation de ces centres d'une capacité globale de 150.000 quintaux a atteint 685 millions DA, selon le même responsable. La direction des équipe-

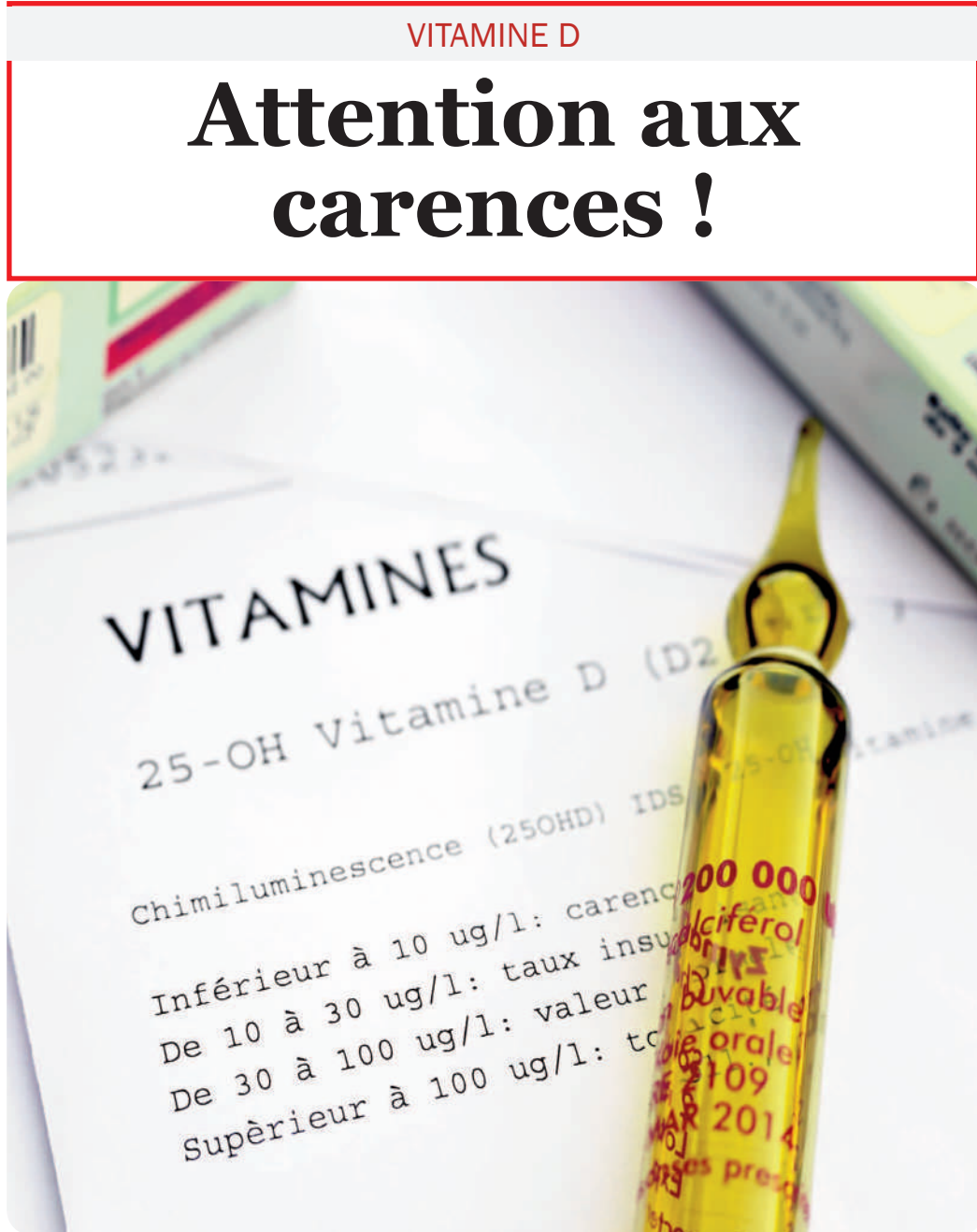
ments publics assure actuellement le suivi des projets de réalisation de huit centres de proximité intermédiaires de stockage de céréales dans les communes de N'signa, El Mehmel, Ouled Rechache, Babar, Aïn Touila, Metoussa, Tamza et R'mila. La réalisation de ces équipements s'inscrit dans le cadre du programme national d'augmentation des capacités de

stockage de grains pour assurer la sécurité alimentaire et de facilitation de l'opération de collecte et emmagasinage des récoltes des céréaliculteurs. La wilaya de Khenchela compte actuellement 15 points de collecte et de stockage de la production de céréales d'une capacité totale de 1,7 millions quintaux, note-t-on. millions quintaux, note-t-on.

Nutriment clé pour le corps Souvent appelée « vitamine du soleil », la vitamine D joue un rôle essentiel dans de nombreuses fonctions vitales. Elle régule l'absorption du calcium, participe à la solidité des os et soutient le fonctionnement normal du système immunitaire. Mais comment reconnaître une carence en vitamine D ? Les experts l'expliquent.

Par Amel B

Avec l'arrivée du froid et la diminution de l'ensoleillement, de nombreuses personnes peinent à produire suffisamment de vitamine D, pourtant indispensable au bon fonctionnement du corps. Synthétisée par la peau sous l'action des rayons UV, cette vitamine joue un rôle essentiel dans la minéralisation des os, du cartilage et des dents, mais aussi dans la contraction musculaire, la transmission nerveuse, la coagulation et le maintien du système immunitaire. Elle intervient également sur la santé cardiovasculaire et même l'humeur. Cependant, la majorité de la population présente une insuffisance ou une carence, selon de très nombreuses études scientifiques. L'exposition au soleil étant la principale source, nos modes de vie favorisent largement le déficit. Les symptômes d'un manque de vitamine D se manifestent généralement par crampes, fatigue... Selon les experts, certains signes doivent alerter. Le plus courant (et pourtant le plus banal) est la crampe musculaire, notamment nocturne. Ce symptôme peut évoluer vers une forme plus sévère à savoir la tétanie, due à un dérèglement du calcium dépendant de la vitamine D. Les médecins observent également : une fatigue chronique difficile à expliquer ; des douleurs osseuses ou articulaires ; une faiblesse musculaire ; une sensibilité accrue aux infections ; dans les formes prolongées, des risques de déminéralisation et de fractures. Parce qu'ils peuvent rester discrets, beaucoup passent à côté du diagnostic. Une simple prise de sang suffit pourtant à vérifier son statut en vitamine D. Comment assurer un bon apport en vitamine D ? Si le soleil reste la première source, l'alimentation joue aussi un rôle important, représentant environ 25 à 30 % des apports. Les meilleurs aliments riches en vitamine D sont les poissons gras notamment la sardine, les œufs, certains abats comme le foie, les produits laitiers enrichis, les champignons, rares sources végétales. Les médecins conseillent d'en consommer plusieurs fois par semaine pour aider à maintenir un bon statut, même si cela ne suffit généralement pas à couvrir les besoins en hiver. Quand l'ali-



mentation ne suffit pas : l'intérêt de la supplémentation. Lorsque l'ensoleillement diminue, comme en automne et en hiver, l'alimentation seule ne permet plus de compenser. Les experts recommandent alors d'envisager une supplémentation en vitamine D, idéalement sous forme de vitamine D3 huileuse, mieux absorbée par l'organisme. Cette approche est particulièrement pertinente pour les seniors, les personnes fragiles, celles vivant dans le nord ou ayant peu d'exposition au soleil. Un symptôme aussi banal qu'une simple crampe peut révéler un manque de vitamine D. Mieux vaut donc rester attentif, surtout en hiver. Entre alimentation adaptée, exposition à la lumière et supplémentation préventive, il est tout à fait possible de prévenir

les carences et de protéger durablement sa santé, soulignent les experts. Selon les experts, on parle d'insuffisance lorsque le taux sanguin passe sous les 20 ng/ml, et de carence lorsqu'il descend en dessous de 10 à 12 ng/ml. Le dosage n'est toutefois recommandé que pour certains publics spécifiques, comme les enfants à risque, les transplantés rénaux ou les personnes âgées sujettes aux chutes. Pour prévenir ce manque, l'alimentation joue un rôle important : poissons gras, produits laitiers enrichis, jaunes d'œufs, champignons ou encore abats constituent de bonnes sources naturelles. Une exposition quotidienne de 15 à 20 minutes au soleil, même par temps couvert, contribue à maintenir un taux de vitamine D satisfaisant.

A.B

ENQUÊTE SUR L'OBÉSITÉ EN MILIEU UNIVERSITAIRE

Journée d'étude consacrée à la présentation des résultats

Une journée d'étude consacrée à la présentation des résultats d'une enquête de terrain menée par l'Institut national de la santé publique (INSP) sur le phénomène de l'obésité en milieu universitaire, a été organisée, dimanche à Alger, au cours de laquelle l'accent a été mis sur l'importance de pratiquer une activité physique régulière et d'éviter la restauration rapide (fastfood). D'une son allocution à cette occasion, le directeur général de l'INSP, Abderrezak Bouamra, a indiqué que cette étude qui a été réalisée en coordination avec la Société algérienne de l'obésité et des maladies métaboliques (SAOMM) et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ouvre « d'importantes perspectives pour des programmes de prévention destinés aux étudiants, en vue de lutter contre l'obésité, en mettant l'accent sur l'amélioration de leurs habitudes alimentaires et l'encouragement à pratiquer une activité physique régulière ». Le responsable a, en outre, estimé que « la pratique d'une activité physique régulière suffit, à elle seule, à prévenir l'obésité à plus de 70% ».

A son tour, la sous-directrice de la prévention sanitaire et sécuritaire en milieu universitaire au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mme Djaouida Dahmani, a affirmé que l'Université algérienne agit contre l'obésité, « en servant des repas sains au niveau des cantines universitaires, tout en assurant plusieurs structures dédiées aux activités sportives ». Le président de la SAOMM, Pr Amar Tebaibia, a estimé que les données contenues dans cette étude « sont importantes », en vue d'élaborer un plan national de nutrition.

RÉALISÉE PAR DES CHERCHEURS CHINOIS

Première administration non invasive d'insuline à travers la peau

Des chercheurs chinois ont récemment réussi la première administration non invasive d'insuline à travers la peau, obtenant un effet hypoglycémiant comparable à celui des injections classiques, ont rapporté mardi des médias officiels chinois. Cette découverte pourrait permettre, à l'avenir, aux patients diabétiques incommodés par les injections répétées d'éviter l'usage de seringues, selon l'agence de presse officielle chinoise Xinhua. Les détails de cette avancée révolutionnaire ont été publiés dans la revue Nature, a indi-

qué le quotidien China Science Daily, cité par Xinhua. Cette nouvelle approche repose sur l'administration transdermique de médicaments, une méthode déjà utilisée pour certains médicaments à petites molécules. Elle consiste à appliquer une formulation pharmaceutique sur une peau intacte, permettant une administration indolore. Cependant, la barrière cutanée empêchant la plupart des molécules de grande taille de pénétrer, les chercheurs se sont heurtés au défi majeur d'acheminer des macromolécules biologiques, comme l'insuline,

à travers la peau. Dans des recherches préliminaires, l'équipe dirigée par Shen Youqing, professeur au Collège de génie chimique et biologique de l'Université du Zhejiang et co-auteur de l'étude, a découvert un polymère appelé OP, présentant une perméabilité exceptionnelle dans les tissus tumoraux et capable d'acheminer efficacement des médicaments anticancéreux. « À partir de là, nous nous sommes demandé si OP pouvait également pénétrer efficacement les tissus cutanés », a déclaré Shen. Au cours d'expériences ulté-

rieures, l'équipe a constaté que le polymère OP présentait une forte perméabilité cutanée. « Cela a bouleversé l'idée généralement admise selon laquelle les macromolécules ne peuvent pas franchir la barrière cutanée », a-t-il souligné. Grâce à leurs travaux menés en collaboration avec des équipes dirigées par Zhou Ruhong de l'Université du Zhejiang et Chen Rongjun de l'Imperial College de Londres, les chercheurs ont identifié des voies spécifiques et les mécanismes permettant au polymère OP de traverser la peau.

HONDURAS

Nasry Asfura est en tête de la présidentielle

Le dépouillement rapide donne la victoire au candidat conservateur Nasry Asfura après un tiers des votes dépouillés. Le président élu prendra ses fonctions le 27 janvier 2026, en remplacement de la présidente sortante Xiomara Castro.

Le candidat conservateur Nasry Asfura est arrivé en tête de l'élection présidentielle hondurienne qui s'est tenue dimanche, selon les premiers résultats publiés par l'autorité électorale du pays. Avec 6 559 procès-verbaux dépouillés sur 19 152, soit 34,25 % du total, le Conseil national électoral (CNE) a indiqué qu'Asfura, dirigeant du Parti national du Honduras et candidat publiquement soutenu par les États-Unis, devançait ses concurrents dans le dépouillement rapide. Les résultats préliminaires placent la candidate de gauche Rixi Moncada, du parti au pouvoir Libertad, en troisième position avec 255 972 voix, derrière Salvador Nasralla du Parti libéral (506 316 voix) et Asfura (530 077 voix). L'avance provisoire d'Asfura marque la clôture du scrutin de 2025. L'homme d'affaires d'origine palestinienne était donné favori par Washington, le président américain Donald Trump ayant promis des



ressources et un soutien accru au Honduras en cas de victoire. La publication des résultats a été retardée d'une heure en raison de fermetures tardives de bureaux de vote, initialement prévues à 17 h (23 h GMT). Durant cette période, Asfura a exhorté publiquement la présidente du CNE, Ana Paola Hall, à dévoiler les premiers chiffres, affirmant que le décompte de

son parti et les données internes du CNE le plaçaient en tête. « Sur les procès-verbaux nous sommes devant ; dans les données du CNE nous sommes devant ; et dans nos propres chiffres, nous sommes encore plus haut », a-t-il déclaré à la presse et à ses partisans. La candidate du LIBRE, Rixi Moncada, a adopté un ton prudent, indiquant sur les réseaux sociaux qu'elle ne commente-

rait pas avant la publication de l'ensemble des résultats présidentiels, municipaux et législatifs. « Reconnaisante envers le parti LIBRE et notre peuple qui est sorti massivement voter pour ma proposition de réforme économique et démocratique », a-t-elle écrit sur la plateforme sociale de la société X basée aux États-Unis. « Je vous demande de rester forts jusqu'aux résultats finaux... Demain, lors d'une conférence de presse, je partagerai ma position politique concernant les résultats présidentiels du CNE. » La présidente du CNE, Ana Paola Hall, a souligné que la mission de l'institution se limite à publier les résultats partiels au fur et à mesure de leur traitement. Elle a remercié les Honduriens pour leur patience face à un processus marqué par une forte participation, plus de 2,8 millions d'électeurs ayant voté. Les résultats officiels définitifs sont attendus lundi. Le président élu prendra ses fonctions le 27 janvier 2026, en remplacement de la présidente sortante Xiomara Castro.

RAPPEL DES A320

Moins de 100 avions immobilisés

Le constructeur aéronautique européen, Airbus, affirme, ce lundi, avoir corrigé le problème lié à un logiciel de commande sur ses modèles A320 pour la très grande majorité des 6000 appareils concernés, ont rapporté les médias français. Vendredi, le géant de l'aviation civil avait lancé un rappel sur tous les appareils A320, suite à "un problème de logiciel de commande vulnérable aux radiations solaires". « La très grande majorité » de ces appareils a été modifiée depuis l'annonce de ce problème, a précisé Airbus dans un communiqué publié lundi, indique le quotidien "20Minutes". Le constructeur assure,

par ailleurs, œuvrer avec les compagnies aériennes à « la modification de moins de 100 appareils restants pour s'assurer qu'ils peuvent être remis en service ». Airbus avait appelé vendredi ses clients à « arrêter immédiatement les vols » d'environ 6 000 appareils concernés. L'industriel affirme avoir pu rapidement intervenir sur des milliers d'aéronefs vendredi et samedi, se félicitant d'avoir ainsi "atténué les craintes de perturbations de grande ampleur sur le trafic aérien mondial". La découverte de l'anomalie du logiciel en question est survenue après qu'un appareil A320 de la compa-

gnie américaine "JetBlue", reliant Cancun (Mexique) à Newark, près de New York, avait dû se poser en urgence à Tampa, en Floride, après avoir brutalement piqué vers le bas. L'incident a provoqué de sérieuses craintes auprès des compagnies aériennes mondiales, d'autant plus que le modèle A320 d'Airbus, dans ses nombreuses variantes, est l'appareil commercial civil le plus vendu au monde. Depuis 1988, date de sa mise en exploitation, il a été livré fin septembre à 12 257 exemplaires, précise "20Minutes" se basant sur les données du constructeur.

PLAN DE PAIX EN UKRAINE

Witkoff en Russie cette semaine

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a révélé ce dimanche que l'envoyé spécial du président américain, Steve Witkoff, arrivera en Russie au début de la semaine. Peskov a déclaré aux médias russes que Witkoff se rendra à Moscou avant la visite prévue du président russe, Vladimir Poutine, en Inde. L'assistant du président russe, Iouri Ouchakov, avait annoncé plus tôt que plusieurs responsables de l'administration américaine chargés des affaires ukrainiennes se rendront à Moscou accompagnés de l'envoyé présidentiel américain, Steve Witkoff. De son côté, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré que l'Europe n'avait pas exploité toutes ses possibilités pour résoudre le conflit en Ukraine, soulignant qu'elle s'était retirée des négociations et avait saboté les accords précédents concernant l'Ukraine.

ETATS-UNIS

Vers le maintien de la suspension de l'asile pour une longue période

Le président américain, Donald Trump, a déclaré que son administration entend maintenir la suspension temporaire des décisions d'asile « pour une longue période ». Trump a répondu, dimanche, à une question concernant la durée prévue de cette suspension, en affirmant qu'il n'avait pas fixé de « limite de temps » pour cette mesure, que le Département de la Sécurité intérieure explique comme étant liée à une liste de 19 pays déjà soumis à des restrictions de voyage. L'administration de Donald Trump a émis cette suspension à la suite d'une fusillade survenue à Washington la semaine dernière, visant deux membres de la Garde nationale, qui a entraîné la mort d'une soldate et blessé grièvement un autre membre de la garde...

Immigration

Le Pérou déclare l'état d'urgence à la frontière avec le Chili

Le gouvernement péruvien a déclaré vendredi soir l'état d'urgence à la frontière avec le Chili et annoncé envoyer des militaires pour renforcer les contrôles, craignant une vague de migrants fuyant la possible élection d'un président d'extrême droite. Cette mesure doit être mise en place dans la région de Tacna (sud) pendant 60 jours, en prévision de la possible victoire du candidat chilien d'extrême droite José Antonio Kast à l'élection présidentielle, qui a promis d'expulser les personnes en situation irrégulière. « La police nationale du Pérou assure le maintien de l'ordre, avec le soutien des forces armées », précise un décret gouvernemental. Une cinquantaine de soldats seront déployés « immédiatement », a indiqué le ministre de l'Intérieur péruvien, Vicente Tiburcio, ajoutant que cinquante autres les rejoindront début décembre. Une vidéo publiée par le gouverneur de la région frontalière d'Arica, dans le nord du Chili, montre des dizaines de personnes tentant de

rejoindre le Pérou, au niveau du poste-frontière de Chacalluta-Santa Rosa. La chaîne péruvienne Radio Tacna a diffusé de son côté des images de personnes avec des enfants dans les bras près du poste-frontière. « Il y a eu une concentration de migrants souhaitant quitter le pays et qui ont rencontré des difficultés pour entrer au Pérou », a expliqué à la presse le ministre de la Sécurité, Luis Cordero, sans préciser le nombre de personnes concernées. Au Chili, l'ultraconservateur José Antonio Kast est favori du deuxième tour de la présidentielle du 14 décembre face à la candidate de gauche Jeannette Jara. Il promet d'expulser plus de 330.000 personnes en situation irrégulière au Chili. En avril 2023, le Pérou avait décrété pendant deux mois l'état d'urgence et la militarisation de ses frontières face à l'arrivée de migrants en provenance du Chili, exigeant une documentation en règle pour entrer dans le pays. L'armée avait alors appuyé les opérations de la police.



À MOINS DE TROIS SEMAINES DE LA CAN

L'inquiétude grandit autour de Mandi

A moins de vingt jours du coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des nations 2025 au Maroc, un véritable nuage noir plane au-dessus de la sélection algérienne. Dimanche après-midi, la sortie prématurée d'Aïssa Mandi lors du match entre le LOSC et Le Havre, pour la 14^e journée de Ligue 1, a fait l'effet d'un choc.

Par Marouane A.

Le défenseur central de 34 ans, doyen de la sélection et joueur le plus capé de l'histoire des Verts avec 111 apparitions, a quitté le terrain en grimaçant avant même la fin de la première période, semant l'inquiétude aussi bien dans son club que dans tout le football algérien. Titularisé d'entrée par Bruno Genesio, Mandi s'est soudainement arrêté après avoir ressenti une douleur musculaire. Il a immédiatement demandé le changement, incapable de poursuivre l'effort, et a regagné le banc en boitant visiblement. Une scène rare pour un joueur réputé solide, rigoureux et presque indéboulonnable en sélection. Les premières impressions ne sont jamais les meilleures dans ce genre de situation, et le staff du LOSC a déjà annoncé une batterie d'examens dans les 48 heures afin de connaître la nature exacte de sa blessure.

UN SCÉNARIO CATASTROPHE POUR PETKOVIC



Pour Vladimir Petkovic, cette alerte intervient au pire moment possible. Le sélectionneur national, engagé dans un chantier délicat de reconstruction défensive, misait clairement sur l'expérience, la lecture du jeu et le leadership naturel de son vice-capitaine pour stabiliser un secteur encore en recherche d'automatismes. L'absence potentielle de Mandi, même provisoire, représente un véritable séisme dans la préparation de la CAN. Et si elle venait à être confirmée, elle constituerait l'un des plus grands coups durs que pouvait subir l'équipe nationale. Car dans un tournoi aussi fermé, intense et exigeant psychologiquement que la CAN, l'expérience compte parfois autant que la forme du moment. Petkovic a besoin de cadres, de joueurs qui ont vécu ce type d'événements,

de profils capables de canaliser la pression et d'élever le niveau dans les moments chauds. Mandi en est l'un des symboles, tout comme Riyad Mahrez, le capitaine, avec qui il représente l'ossature de la génération championne d'Afrique en 2019.

APRÈS BELAÏLI, UN AUTRE CADRE SUR LE FLANC ?

La sélection algérienne vit déjà dans l'ombre d'une autre absence lourde : celle de Youcef Belaïli. Le maître à jouer, héros de la CAN 2019, ne sera pas du voyage, un coup très dur pour les Verts tant son impact reste unique dans les zones décisives. Perdre en plus Aïssa Mandi, autre champion d'Afrique et figure incontournable du vestiaire, reviendrait à enlever deux leaders naturels et deux références techniques de l'équipe.

Dans une CAN où chaque détail compte, commencer le tournoi sans Belaïli... et potentiellement sans Mandi bouleverserait totalement les plans de Petkovic. Cela le forcerait à revoir ses options, ses hiérarchies et même son discours technique. La blessure du vétéran du LOSC s'inscrit malheureusement dans une série sombre de pépins physiques au sein du groupe des Verts. En moins d'une semaine, Samir Chergui (Paris FC) a rejoint l'infirmerie. Ramy Bensebaïni, lui aussi défenseur important, n'a que tout récemment dépassé un souci au dos qui l'a tenu éloigné des terrains. Cette accumulation crée un climat d'incertitude pesant autour de la préparation finale, et pourrait chambouler la liste définitive que Petkovic s'appête à dévoiler.

M.A.

EN A'

Derniers réglages avant le premier test face au Soudan

A une journée du début de sa campagne en Coupe arabe des nations 2025, la sélection nationale A' intensifie sa préparation à Doha. Sous la houlette de Madjid Bougherra, les Verts peaufinent les ultimes réglages avant leur premier match officiel, prévu ce mercredi 3 décembre 2025 face au Soudan, au stade Ahmad Ben Ali, à partir de 13h (heure algérienne). Depuis leur installation au Qatar, les coéquipiers de Tougai enchaînent les séances sur l'une des pelouses du complexe d'entraînement d'Al Eglâ, plus précisément le terrain N°3. Avant-hier puis hier, Bougherra a dirigé des entraînements rythmés, organisés autour d'un programme varié mêlant ateliers spécifiques, séquences technico-tactiques et travail de coordination collective. L'objectif est clair : affiner la cohésion d'équipe et mettre en place les automatismes indispen-

sables pour réussir l'entrée en lice dans cette compétition exigeante. Conscient des défis qui attendent sa sélection dans un tournoi court et intense, le coach national s'attelle à corriger les derniers détails, ajuster les positions et maintenir une certaine fraîcheur physique au sein du groupe. L'accent a été mis notamment sur le repositionnement défensif, les transitions rapides ainsi que le travail devant les buts, un secteur jugé déterminant pour aborder le Soudan dans les meilleures dispositions. Par ailleurs, plusieurs cadres de l'équipe poursuivent un programme spécifique, adapté à leur retour progressif après blessure. C'est le cas de Mohamed Amine Tougai, Victor Lekhal, Réda Halaimia, Abdelkader Bedrane et Mohamed Idir Hadid, tous ménagés afin de les remettre à niveau sans prendre le moindre risque. Leur

présence dans la préparation reste néanmoins rassurante, d'autant qu'ils figurent parmi les joueurs capables d'apporter une réelle valeur ajoutée en termes d'expérience et de solidité. Avec cet ultime cycle de séances, l'équipe nationale A' aborde la dernière ligne droite de sa préparation. Bougherra espère que son groupe sera fin prêt pour bien lancer la compétition et envoyer un message fort dès cette première sortie face à une équipe soudanaise réputée combative et très physique. L'heure des essais touche à sa fin : place désormais au terrain, où les Verts devront confirmer les signes positifs aperçus durant les entraînements et entrer de plain-pied dans cette Coupe arabe 2025 qu'ils souhaitent disputer avec ambition.

M.A.

SUISSE UN FABULEUX BUT DE HADJAM

Encore un latéral Algérien qui fait des merveilles dans la surface adverse, Jaouen Hadjam a marqué un but de brésilien face au Servette Genève aujourd'hui. Les Young Boys étaient en déplacement à Genève pour affronter le Servette pour la dernière journée du championnat de Suisse avant la trêve hivernale et le latéral gauche Algérien a fait sensation. Ce match aura été une course poursuite entre les deux équipes, puisque Young Boys a mené quatre fois avant de se faire égaliser à chaque fois. Le score était à 3-3, lorsque à la 68^e minute, Hadjam ne se débarasse de trois adversaire façon Yacine Brahimi, avant de filer vers la surface entre trois autres et en éliminer un septième avant d'envoyer un boulet de canon dans la lucarne après une course de près de 40 mètres ! Finalement le Servette réussit de nouveau à égaliser pour un score final de 4-4.

CAN-2026 FÉMININE (PRÉPARATION) LES VERTES FONT MATCH NUL AVEC LE KENYA

La sélection nationale féminine de football, a fait match nul face à son homologue kényane 1-1 (mi-temps : 0-0), dimanche après-midi au stade Mustapha-Tchaker de Blida, en prévision de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2026. Les "Harambee Starlets" ont ouvert le score grâce à Adam Mwanalima (65^e), avant que les Algériennes n'égalisent dans le temps additionnel par Inès Belloumou (90^e+2). Lors du premier test ayant opposé les deux équipes, mercredi au même stade, l'Algérie s'est imposée (2-1), grâce à un doublé de Roselène Khezami (47^e, 90^e). Pour rappel, l'équipe nationale féminine de football, avait validé son ticket pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2026, après sa victoire en aller et retour face au Cameroun (2-1) à Oran et 1-0 à Douala en octobre dernier. Les Algériennes avaient atteint le 2^e et dernier tour qualificatif de la CAN 2026, en dominant en février dernier le Soudan du Sud, dans les deux manches : aller : 5-0, retour : 3-0.

KARATÉ DO / MONDIAL 2025 (KUMITÉ/-55 KG DAMES) LOUIZA ABOURICHE DÉCROCHE LE BRONZE

L'Algérienne Louiza Abouriche a décroché la médaille de bronze dans la spécialité Kumité des moins de 55 kilos aux Championnats du monde 2025 de Karaté Do, clôturés dimanche après-midi dans la capitale égyptienne, Le Caire, après sa victoire (4-1) contre la Canadienne Hana Furumoto-Deshaies, dans "la petite finale" pour la troisième place. Abouriche s'était brillamment qualifiée pour les demi-finales, en battant l'Azerbaidjanaise Madina Sadikova (8-3), mais elle s'est inclinée par la suite, face à une adversaire de Slovaquie, se contentant ainsi du combat pour le bronze, qu'elle a fini par remporter. Le deuxième algérien à avoir réussi un assez bon parcours dans ces Mondiaux est Anis Halassa, qui a atteint le stade des quarts de finale de la spécialité Kumité, catégorie des moins de 67 kilos, avant de perdre contre le Chilien Thomas Fuentes (3-2). L'Algérie s'est engagée avec un total de onze athlètes (messieurs et dames) dans cette édition 2025 des Championnats du monde individuels/seniors de karaté Do, spécialités kata et kumité, mais la plupart d'entre eux ont été éliminés à des stades moins avancés de la compétition. Il s'agit de : Oussama Zeid (-75 kg), Khadidja Ghoulam (-61 kg), Cylia Ouikène (-51 kg), Karima Mekkaoui (-68 kg), Fellah Midoun (-84 kg), Hocine Daikhi (+84 kg) et Chaïma Oudira (+68 kg) dans la spécialité Kumité, ainsi que Narimane Dehleb et Youssef Ziad dans la spécialité Kata. Organisée du 27 au 30 novembre dans la capitale égyptienne, la compétition a enregistré la participation d'un total de 384 athlètes, représentant 88 pays. R.S.

R.S.

Espagne

Le Real doublé par le Barça

Le Real perd la tête du classement ! Tenu en échec 1-1 à Gérone, le Real Madrid cède sa place de leader au Barça. Mbappé buteur, mais le jeu inquiète. Le trône est tombé, la couronne a changé de tête. Dimanche, au stade de Montilivi, le Real Madrid a officiellement cédé sa place de leader de la Liga à son éternel rival, le FC Barcelone. Tenu en échec par un vaillant Gérone (1-1), le club merengue a enchaîné un troisième match nul consécutif en championnat, confirmant une crise de résultats et de jeu de plus en plus inquiétante. Le plan Xabi Alonso bat de l'aile, et les doutes grandissent à mesure que les points s'envolent. L'entame de match est à l'image des dernières semaines madrilènes : poussive, sans intensité, sans révolte. Malgré le retour de la charnière Militão-Rüdiger, le Real a subi la loi d'un Gérone pourtant loin de sa splendeur passée. Si les Merengues ont eu la possession, ils en ont fait un usage stérile,

un "manoseo" inoffensif. Pire, juste avant la pause, alors qu'un but de Mbappé venait d'être logiquement refusé pour une main, Gérone punissait l'apathie adverse. Sur une contre-attaque bien menée par Tsygankov, Azzedine Ounahi, libre de tout marquage, ajustait Courtois (45e). 1-0. La sanction était aussi brutale que méritée pour un Real qui défendait en marchant.

UN RÉVEIL TROP TARDIF DES MERENGUES

Au retour des vestiaires, Xabi Alonso tentait de secouer son équipe en lançant Camavinga. Mais le sursaut collectif s'est fait attendre. C'est même Gérone qui a failli faire le break, butant sur un Courtois encore une fois décisif devant Vanat. Dans ce marasme, seul un homme a tenté de surnager : Kylian Mbappé. Unique menace réelle, l'attaquant français a transformé un penalty obtenu par Vinicius pour égaliser (67e) et éviter le

pire. Mais même son talent n'a pas suffi à masquer la pauvreté du jeu proposé par ses coéquipiers. La fin de match a vu un Real Madrid enfin plus pressant, sous l'impulsion d'un Vinicius électrique mais brouillon. Mais ce réveil fut bien trop tardif et désordonné pour espérer renverser la table. Les demandes de penalty de Rodrygo ou les dernières tentatives de Gonzalo n'y ont rien changé. Le Real a manqué de tout : de constance, d'idées, et surtout de cette rage de vaincre qui faisait sa force. Avec ce nouveau nul, après ceux concédés face au Rayo et à Elche, le Real Madrid traverse une véritable zone de turbulences. La perte de la première place au profit du Barça est un coup dur symbolique et comptable. Xabi Alonso va devoir trouver des réponses rapides, car son équipe, dépendante des exploits de Mbappé et des arrêts de Courtois, ne fait plus peur à personne. La Liga vient peut-être de basculer.

MLS/USA

BENZEMA CRITIQUÉ PAR UN ANCIEN MINISTRE

En Arabie saoudite, les mots ont parfois plus d'impact que les gestes. Et la dernière sortie du prince Abdullah bin Mosaad, ancien ministre des Sports, n'est pas passée inaperçue. En affirmant que Cristiano Ronaldo est «le seul joueur étranger à mériter son salaire», l'ancien responsable a balayé d'un revers de main l'ensemble des stars présentes dans le Royaume. Un message qui, sans être explicite, touche en premier lieu Karim Benzema, la figure la plus exposée derrière le Portugais. Car le timing interroge. Au moment même où Benzema enchaîne les prestations de haut niveau avec Al-Ittihad, l'ancien Ballon d'Or devient la cible d'une comparaison jugée injuste. Son salaire-estimé à 100 millions d'euros par an, soit la moitié de celui de Ronaldo- est implicitement présenté comme excessif. Pourtant, sur le terrain, le Français continue d'apporter des réponses bien plus parlantes : il vient de signer un triplé en quart de finale de la Coupe du Roi, son quatrième triplé depuis son arrivée. Pour un joueur de 37 ans, l'efficacité reste impressionnante.

BENZEMA, LOIN D'ÊTRE UN FIGURANT EN SPL

Depuis son arrivée, l'ex-attaquant du Real Madrid a dépassé les attentes sportives. Il

marque, il crée, il mène le jeu. Et surtout, il incarne l'un des projets les plus ambitieux du football saoudien. Comparer son apport à celui de Ronaldo serait déjà discutable ; affirmer qu'il « ne mérite pas son salaire » relève davantage du jugement politique que sportif.

Dans la SPL, rares sont les étrangers capables d'influer autant sur les résultats de leur équipe. La déclaration de Bin Mosaad place Ronaldo sur un piédestal, mais semble réduire les autres stars à de simples coûts marketing. Une perception étonnante, surtout lorsque Benzema se montre décisif semaine après semaine.

Pour beaucoup d'observateurs, cette sortie ressemble davantage à une provocation ou à une volonté de rappeler la hiérarchie interne qu'à une analyse neutre de la saison. L'intéressé, lui, ne réagit pas. Ce sont ses performances qui parlent : des buts, des triplés et une influence intacte. Loin des polémiques, Benzema poursuit son adaptation et continue d'élever le niveau du championnat. De quoi rappeler que, même s'il n'a pas la puissance médiatique de Ronaldo, il reste l'un des rares joueurs capables de justifier chaque euro (ou pétrodollar) dépensé à travers ses actions sur le terrain.



ANGLETERRE

Liverpool se reprend, le derby londonien sans vainqueur

Il y a eu un partage des points et des poings, à Stamford Bridge, lors d'un derby de Londres électrique sur le terrain, terminé sans vainqueur. L'affiche au sommet de la 13e journée s'est conclue avec un bilan de sept cartons jaunes et un carton rouge, celui distribué au milieu défensif Moises Caicedo pour une vilaine semelle sur Mikel Merino (38e). En infériorité numérique, Chelsea a en effet ouvert le score sur un corner dévié au premier poteau par Trevoh Chalobah (48e, 1-0) et a continué de pousser, même après l'égalisation de Merino sur un centre de Bukayo Saka (59e, 1-1). Le gardien des Blues, Robert Sanchez, s'est lui distingué par des arrêts déterminants devant Bukayo Saka (13e), Gabriel Martinelli (45e+1) et Merino (88e). "Arsenal est premier en Premier League et en Ligue des champions avec la meilleure défense, à l'heure actuelle c'est la meilleure équipe. Pourtant, je pense qu'à onze contre onze nous étions meilleurs qu'eux. L'effort fourni par les joueurs a été incroyable", a réagi l'entraîneur Enzo Maresca. Le point obtenu ressemble en effet à un joli coup pour Chelsea (3e, 24 pts), sur le podium à six longeurs des Gunners (1ers, 30 pts). C'est aussi un bon résultat pour Manchester City (2e,

Chelsea, longtemps à dix, a accroché le leader Arsenal (1-1) et maintenu le suspense dans une Premier League où Liverpool a stoppé l'hémorragie, dimanche à West Ham (2-0), avec Alexander Isak enfin buteur.

25 pts), relancé dans la course au titre, ainsi que pour Aston Villa (4e, 24 pts), tombeur dimanche de Wolverhampton (1-0) grâce à un but sublime de Boubacar Kamara.

ISAK ENFIN BUTEUR

Malgré son automne en enfer, Liverpool (8e, 21 pts) garde le podium en vue après le vital succès ramené de West Ham. Il compte le même total que son rival historique Manchester United (7e, 21 pts), vainqueur 2-1 à Crystal Palace (9e, 20 pts). Les Reds sont arrivés dans la capitale meurtris par six défaites en sept matches de championnat, ils en repartent avec trois points, aucun but encaissé et, enfin, le premier but d'Alexander Isak en Premier League sous le maillot rouge. L'avant-centre acheté 145 millions d'euros à Newcastle n'avait marqué qu'un but en coupe de la Ligue depuis sa signature à Anfield, au dernier jour du mercato. Il était arrivé à court de forme après une grève de plusieurs semaines pour forcer son départ. Le N.9 suédois a

exploité du plat du pied un centre en retrait de Cody Gakpo (60e), l'autre buteur du match, dans le temps additionnel (90e+2). Liverpool a fini la rencontre en supériorité numérique à la suite du craquage de Lucas Paqueta (deux cartons jaunes pour contestation), ce qui ne l'a pas empêché de frissonner sur une frappe de Jarrod Bowen (88e). Plus tôt dans l'après-midi, Manchester United a réalisé une belle opération contre Crystal Palace (2-1) à Selhurst Park, un stade où aucun club visiteur n'avait gagné en championnat depuis février. L'équipe de Ruben Amorim, sans victoire depuis trois matches, a fait tomber les "Eagles" et leur longue invincibilité grâce à une seconde période renversante, avec Joshua Zirkzee et Mason Mount dans le rôle des buteurs sauveurs. Zirkzee a mis fin à une disette longue d'une année sans but en Premier League avec un enchaînement parfait, contrôle poitrine, rebond et tir en force dans un angle fermé.

Italie : Naples s'impose à Rome

Le champion d'Italie en titre Naples s'est imposé sur le terrain de l'AS Rome pour rejoindre en tête de la Serie A l'AC Milan, dimanche lors du choc au sommet de la 13e journée (0-1). Le Napoli, pourtant décimé par les blessures (De Bruyne, Anguissa, Gilmour, Meret), s'est imposé sur un but de David Neres, parfaitement lancé par Rasmus Hojlund (36e). L'équipe

d'Antonio Conte, mal en point avant la trêve internationale de novembre, a enchaîné une troisième victoire consécutive, toutes compétitions confondues. Elle totalise 28 points, comme l'AC Milan, vainqueur de la Lazio Rome (1-0) samedi, mais se retrouve leader grâce à sa meilleure différence de buts (+10, contre +9). La course au titre reste toujours aussi indécise

avec les quatre premiers se tenant en un point. La Roma a rétrogradé à la 4e place, avec 27 points, comme l'Inter Milan (3e) qui s'est imposé plus tôt dans la journée à Pise (2-0). L'AS Rome, leader avant cette 13e journée, a concédé sa troisième défaite en autant de duels face à un autre prétendant au titre, après ses revers contre l'AC Milan et l'Inter Milan.

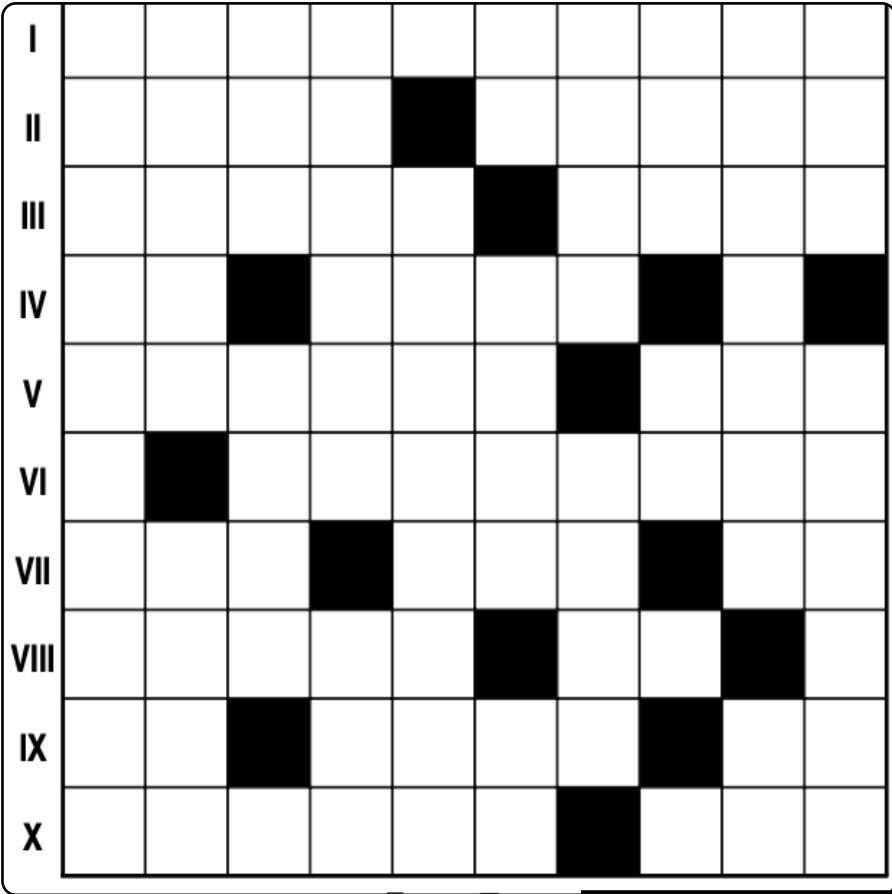
LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Cépage de Bourgogne blanc. II. Déesse grecque. Arbre pleureur.
III. Sous-préfecture de Saône-et-Loire. Ablution. IV. Petit monsieur anglais. Embarcadère. V. Capitale des vins de Bourgogne. Bruit.
VI. Sauce bourguignonne pour les oeufs. VII. Brame. Pied de vigne. En ville. VIII. Bible hébraïque. Ville sur la Tille (en Côte-d'Or).
IX. 3ème personne. Ville de l'Yonne. Métal précieux. X. Rivière frontière entre la Pologne et l'Allemagne. Raisin pressé.

VERTICALEMENT

1. Grand cru de Bourgogne. 2. Partie du jour. Dieu des vents.
3. Savoir-faire. Âpre. 4. Enroué. En plein dans la nasse. 5. Un peu bêtas. 6. Vertèbre. Brasse de l'air. Négation. 7. Post-impressionniste. Ils sont plein de blé. 8. Mélangea les couleurs. Petit saint. 9. Cépage blanc de Bourgogne. Donne le choix. 10. Monnaie asiatique. Préfecture en Bourgogne.



MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est : constellation

- AILERON

ALPAGE

BETON

BISEAU

CABINE

CASCADE

CIBLE

CITADELLE
- CIVIL

COCON

CONVIVE

COPIE

COUPOLE

DIESEL

ECHEC

ETAIN
- FRAISE

FRICHE

GARAGE

GOULAG

GOULOT

GREC

INDEX

MAGASIN
- MARMITE

MELODIE

MILLION

MINEUR

MOMIE

MOTEUR

MUSCLE

PATHOLOGIE
- PIANO

PISTOLET

PLACE

PODIUM

PORTION

SABRE

SCHEMA

SCORBUS
- SPIRALE

TAMBOUR

VEINE

VENAL

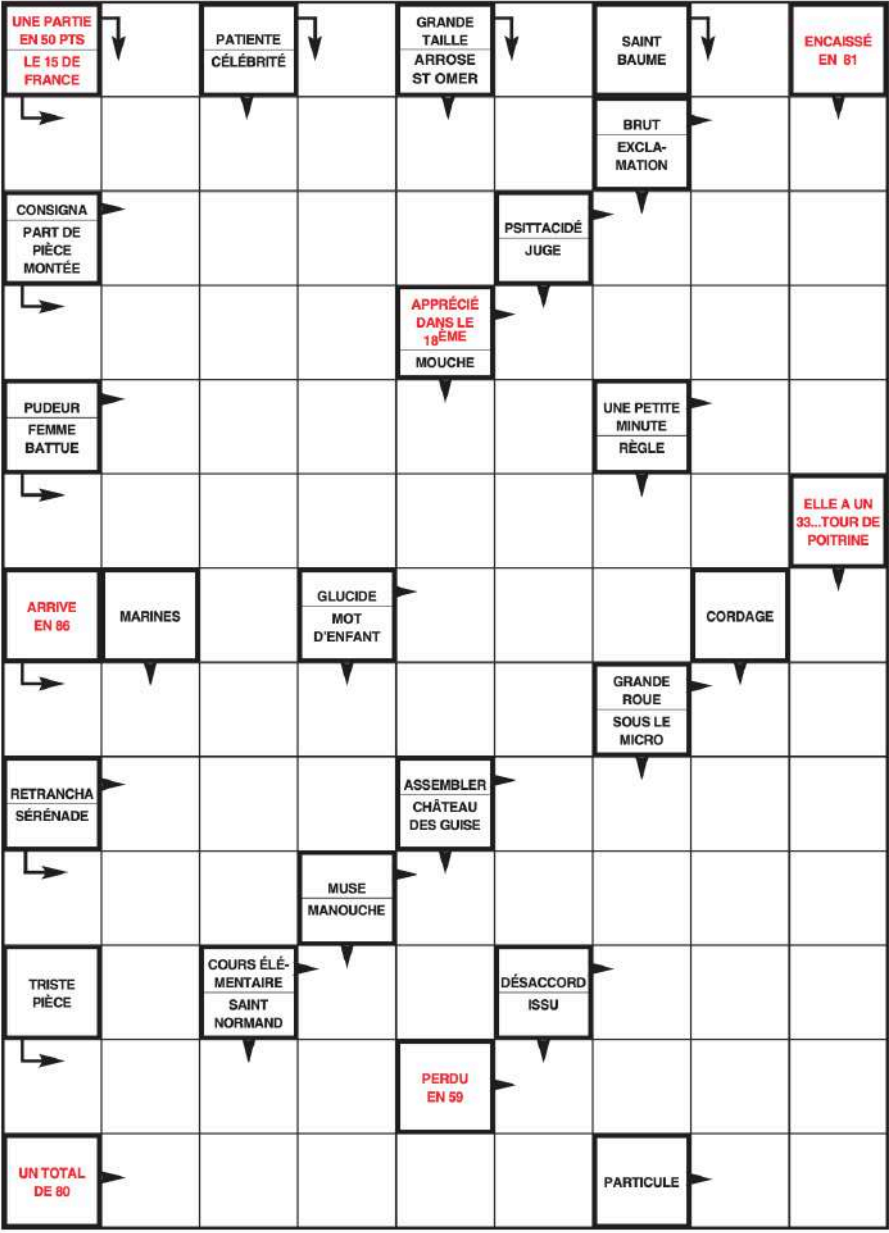
VERANDA

VERRUE

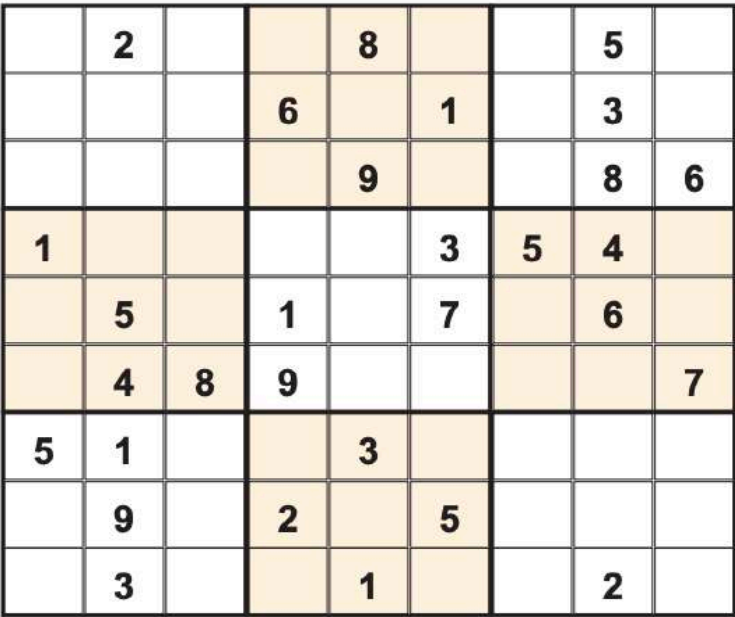
VIVIER



LES MOTS FLÉCHÉS



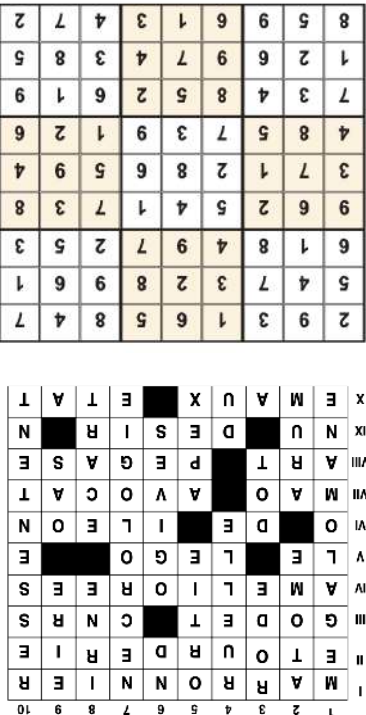
SUDOKO



SOLUTION
LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO - LES MOTS CROISÉS



RENCONTRE LITTÉRAIRE À ALGER

Alima Abdhat, la poétesse qui fait parler les objets

À la librairie Chaïb Dzaïr, la présentation du nouveau recueil d'Alima Abdhat a rassemblé un public nombreux. Dans *Ma main est poignée de valise*, l'autrice explore le rapport intime aux objets, entre mémoire, errance et héritages silencieux. La poésie n'occupe peut-être qu'une place marginale dans l'économie du livre, mais elle continue d'attirer un lectorat fidèle.

■ Par : Samy Terki

Samedi après-midi, la librairie Chaïb Dzaïr en a donné un exemple vivant, un public dense, composé d'intellectuels, d'amis, de lecteurs curieux et de poètes comme Nadia Sebkhi ou Lazhari Labter, est venu écouter Alima Abdhat présenter son nouveau recueil, *Ma main est poignée de valise*, publié par l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité. Face à l'assistance, l'autrice a d'abord décrit les trois moments qui structurent pour elle la création poétique. « Il y a d'abord une crise de sens, traversée d'émotions contradictoires. Puis vient le temps de la recherche d'un éditeur. Enfin, celui de la rencontre avec le public, qui est une forme d'achèvement », explique-t-elle. Ces étapes, dit-elle, guident l'ensemble de son travail d'écriture. La couverture du livre retient l'attention, une composition inspirée de l'affiche de cinéma, où l'on voit une femme tenant une valise, les yeux clos. « Le regard fermé est un regard vers l'intérieur, c'est



lui qui a imposé le titre », précise Abdhat. La valise devient alors la clé du recueil, un objet-symbole, presque une présence capable de susciter mémoire et trouble. « Nous vivons entourés d'objets que nous manipulons sans y penser. Pourtant, ils portent des turbulences, des traces, des inquiétudes. On peut les faire parler, comme les archéologues font parler les pierres. Ils ont leurs silences et leurs paroles », ajoute-t-elle. Ce rapport affectif aux objets renvoie, inévitable-

ment, à une longue tradition littéraire. Abdhat cite Lamartine et son interrogation célèbre : « Objets inanimés, avez-vous donc une âme ? » Elle prolonge la question : les objets nous parlent-ils vraiment ? Sont-ils des témoins muets, capables de garder l'empreinte de nos vies ? Dans son recueil, la valise concentre ces interrogations. Elle renvoie tout autant aux voyages rêvés qu'aux déplacements forcés : exils politiques, errances personnelles, déplacements

imaginaires ou réels. L'autrice évoque les « porteurs de valises » du réseau Jeanson pendant la guerre de libération, mais aussi les valises des Palestiniens en 1948, celles des migrants africains jetés sur les routes, et ces milliers d'objets devenus marqueurs d'une histoire collective souvent douloureuse. Autant de résonances qui irriguent les poèmes du recueil, où engagement et sensibilité se répondent. La rencontre a donné lieu à de nombreuses lectures, portant sur la vie, l'amour, la liberté ou la mort, des thèmes universels, livrés dans une prose sans rime, attentive à la vibration intérieure des mots. Plusieurs textes, empreints d'une émotion discrète, ont été salués par l'assistance. Alima Abdhat, enseignante à l'université d'Alger, poursuit ainsi une œuvre déjà solide. Elle a publié *Colères qu'êtes-vous devenues* (2019), *Puisque tu es mer* (2021) et *Telle une chair tatouée* (2024). Avec ce nouveau recueil, elle confirme un travail poétique où les objets, loin d'être accessoires, deviennent les passeurs silencieux d'histoires humaines.

S.T.

À L'OPÉRA D'ALGER

Une soirée dédiée aux grands airs italiens séduit un public conquis

L'Opéra Boualem-Bessaïh a accueilli vendredi soir un programme entièrement consacré aux « Chefs-d'œuvre de l'opéra italien », réunissant plusieurs voix majeures de la scène lyrique contemporaine. Une soirée prestigieuse portée par des artistes issus de l'Arena di Verona, invités à Alger dans le cadre d'un partenariat entre le ministère de la culture et l'Institut culturel italien. Dès l'ouverture des portes, la salle affichait complet. Mélomanes avertis, personnalités officielles et membres du corps diplomatique ont pris place pour un concert qui a mêlé exigence musicale et atmosphère chaleureuse. Au centre de la scène, la pianiste Cecilia Gasdia, également directrice de la Fondation Arena di Verona, accompagnait les chanteurs avec une précision qui a donné à l'ensemble une cohérence élégante. Les sopranos Eleonora Bellocci et Marta Torbidoni, réputées pour la maîtrise de leur technique, ont offert des interprétations marquées par une grande clarté de timbre. Le ténor Fran-

cesco Meli, habitué des scènes internationales, a confirmé la puissance et la fluidité qui font de lui l'une des références du répertoire. Le baryton Gezim Mychketa, voix ample et chaleureuse, a complété cette distribution de haut niveau. Ensemble, ils ont parcouru un répertoire traversant plusieurs périodes de l'opéra italien, de la virtuosité belcantiste aux grands airs romantiques. La soirée a également donné lieu à des moments plus spontanés. À l'occasion d'une chanson populaire, une cantatrice s'est adressée au public pour demander comment dire « mon soleil » en arabe. Le mot « chemsi » lui a été soufflé depuis la salle, et les artistes l'ont aussitôt intégré à leur interprétation, déclenchant une réaction enthousiaste. Quelques minutes plus tard, l'exclamation « One, two, three, viva l'Algérie ! » lancée depuis la scène a couronné cette « séquence » interactive, soulevant une ovation générale. Ces échanges, inattendus dans le cadre raffiné d'un « récital lyrique », ont contribué à installer une véritable complicité

entre les artistes et le public, sans jamais rompre l'exigence musicale de la soirée. Les interprètes, attentifs aux nuances et à la dynamique des airs proposés, ont offert un panorama qui rappelle la place singulière de l'opéra italien dans l'histoire de la musique occidentale. L'émotion, souvent palpable, s'est manifestée à chaque montée dramatique, chaque reprise, chaque cadence finalisée avec une précision quasi chorale entre les voix et le piano. Les ovations successives ont confirmé le succès d'un événement qui s'inscrit dans la volonté des institutions culturelles algériennes de multiplier les échanges avec les grandes maisons lyriques internationales. À l'issue du concert, les organisateurs ont annoncé la poursuite d'une programmation tournée vers les grandes « traditions musicales », confirmant l'intérêt croissant du public algérien pour l'opéra et les arts vocaux. Une ambition que cette soirée, portée par la rigueur et l'enthousiasme des artistes italiens, est venue renforcer avec éclat.

À L'OPÉRA D'ALGER

Yanis Taleb signe un récital où se rencontrent Orient et Occident

Le pianiste et compositeur Yanis Taleb s'est produit samedi soir à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh devant une salle comble et silencieusement attentive. Pendant plus d'une heure, le musicien a proposé un programme conçu comme une déclaration d'amour à son pays, Lettre pour l'Algérie, où se mêlent compositions personnelles et réappropriations du patrimoine musical national. Formé à la musique classique occidentale et diplômé du Conservatoire de Vichy, Taleb revendique une double filiation. Ses influences, dit-il, vont de Mozart à Chopin, en passant par le pianiste algérien Mustapha Skandrani, figure majeure du chaâbi instrumental. Cette hybridation s'est imposée dès la première partie du récital, consacrée à une dizaine de ses œuvres. Les pièces, construites sur une écriture contemporaine, laissent affleurer des couleurs orientales qui glissent entre des phrases harmoniques empruntées au répertoire européen. La seconde partie a donné davantage de place à la mémoire musicale algérienne. Le public a ainsi retrouvé plusieurs mélodies emblématiques, dont *Min Djibalina*, *Djazairouna Ya Bilad El Djououd* ou encore *Chehlet Laâyani*, réarrangées pour piano solo. L'un des moments les plus marquants demeure l'interprétation de l'hymne national *Qassamen*, joué avec une sobriété qui a conquis la salle. Debout, une partie du public a accompagné l'exécution en reprenant les vers de Moufdi Zakaria, dans un climat chargé d'émotion. À l'aise dans les répertoires qu'il explore, Yanis Taleb poursuit une carrière déjà remarquée à l'international. Lauréat en 2024 du prix du président de la République pour les jeunes créateurs « Ali Maâchi » dans la catégorie musique, il multiplie les concerts en Algérie et à l'étranger. Le récital d'Alger confirme la place singulière qu'il occupe désormais, celle d'un musicien qui tente, par le piano, de déployer un langage musical capable de relier les héritages sans les opposer.

Rabah Asma interrompt son concert à Lille après l'apparition d'un drapeau du MAK

Lille, samedi soir. Une séquence largement relayée sur les réseaux sociaux montre Rabah Asma interrompant brusquement son concert pour délivrer un message sans équivoque. Face au public, le chanteur algérien s'arrête quelques secondes, saisit le micro et lance : « One, two, three, viva l'Algérie ». Puis il enchaîne, plus grave : « Ce pays, des hommes sont morts pour lui. On ne va pas l'abandonner aujourd'hui. C'est ce que veulent les ennemis. Nous sommes tous Algériens, et l'Algérie appartient à tous ». Selon les vidéos diffusées en ligne, un groupe de personnes aurait brandi un drapeau du mouvement MAK, organisation classée terroriste par Alger. L'apparition de l'emblème aurait provoqué la réaction immédiate de l'artiste, qui a recadré la salle avant de reprendre son spectacle. La scène, filmée depuis le public, circule depuis cette nuit sur plusieurs plateformes, nourrissant de nombreux commentaires.

Trait d'esprit

« Ce qui constitue une nation, ce n'est pas de parler la même langue ou d'appartenir au même groupe ethnographique, c'est d'avoir fait ensemble de grandes choses dans le passé et de vouloir en faire encore dans l'avenir ».

Ernest Renan

Accidents de la route : 6 morts et 208 blessés en 24 heures

Six personnes ont trouvé la mort et 208 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué hier un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de M'Sila, avec 3 morts et 3 blessés, suite à une collision entre un véhicule et un camion sur le chemin de wilaya, dans la daïra de Khoubana, précise la source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont déploré le décès d'une personne (59 ans), intoxiquée par le monoxyde de carbone à l'intérieur de son domicile dans la wilaya de Batna, alors que des soins de première urgence ont été prodigués à 29 autres personnes incommodées par le même gaz émanant des appareils de chauffage et chauffe-eau à l'intérieur de leurs habitations respectives dans plusieurs wilayas. Le bilan de la Protection civile fait état également de l'extinction de 5 incendies urbains et divers à travers les wilayas d'Alger, Djelfa, El Tarf, Skikda et Sidi Bel-Abbès.

Les dérives de la haine antimusulmane en France

La haine antimusulmane en France connaît une escalade inquiétante, portée par une laïcité de plus en plus sélective et une parole raciste banalisée. Dans une vidéo relayée hier sur les réseaux sociaux, Jolapeh, auteur et conférencier engagé contre l'islamophobie, décrypte cette dérive en analysant la couverture médiatique obsessionnelle et les propositions législatives toujours plus strictes concernant le voile, le Ramadhan ou les mineurs. L'influence des médias joue un rôle clé dans la normalisation des préjugés, tandis que les discours politiques renforcent la stigmatisation des communautés musulmanes. Selon Jolapeh, cette situation crée un climat de division et fragilise les principes mêmes de la République française.

Salah Lahlah, sur Radio Chaîne 3 : 233 sites à risque élevé et 24 à risque extrême d'inondation identifiés à l'échelle nationale

Le risque d'inondation, désormais considéré comme l'un des « risques majeurs », devient de plus en plus fréquent sous

Le Président Tebboune reçoit l'ambassadrice de Serbie

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier l'ambassadrice de la République de Serbie, Mme Ana Petković, qui lui a rendu une visite d'adieu à l'occasion de la fin de son mandat en Algérie, a indiqué la présidence de la République dans un communiqué.

La rencontre s'est déroulée en présence de M. Boualem Boualem, directeur du cabinet du Président de la République ? et de M. Ammar Abba, conseiller auprès du Président de la République chargé des affaires diplomatiques.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D' INFORMATION Mardi 02 Décembre 2025//N° 1217// PRIX 20DA

Mourad Adjal l'annonce :

L'ENEL Azazga acquise par le groupe Sonelgaz

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a annoncé hier à Tizi-Ouzou, l'acquisition par le groupe Sonelgaz de l'entreprise Electro-Industries (ENEL) d'Azazga, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation des transformateurs de distribution et des moteurs électriques.



La décision a été prise par les pouvoirs publics, il y a trois mois, sur proposition du groupe Sonelgaz qui deviendra propriétaire de l'ENEL à 100%, à partir du premier trimestre de l'année 2026, a indiqué M. Adjal lors d'une visite de travail à Tizi-Ouzou. Cette décision «vient à point nommé conforter la vision stratégique des pouvoirs publics en matière d'énergie, qui ambitionne de conquérir des marchés à l'international, notamment sur le continent africain», a-t-il

relevé, citant les marchés déjà conclus avec la Mauritanie, le Nigeria et ceux, en cours de discussion, avec le Sénégal. M. Adjal, qui a salué les performances réalisées par l'ENEL lors de ces deux dernières années, a indiqué que ces performances «ont permis de réduire de plus de 60%» la facture d'importation en matière d'équipements électriques. Dans le même sillage, il a indiqué que 90% des besoins en matière d'équipements électriques du marché national sont produits au niveau local. Le ministre s'est,

en outre, enquis, lors de sa visite, de l'avancement du projet de partenariat entre le groupe Sonelgaz, Electro Industries et l'entreprise indienne Vijay Electric Limited pour la fabrication de transformateurs électriques à haute tension. Le projet, d'un montant de 4,7 milliards DA, a été lancé en 2018 et devrait permettre la création de 358 emplois permanents, mais qui a connu des retards dans la réalisation, à cause, notamment, de la pandémie sanitaire de la Covid-19 et du non-respect de leurs engagements par les entreprises réalisatrices. Le ministre a, à l'occasion, instruit les responsables du projet pour sa livraison à l'horizon du premier trimestre 2027 et l'ouverture du recrutement à partir du deuxième semestre de l'année 2026. Lors d'une rencontre avec les autorités locales, tenue dans le cadre du programme de la visite, le ministre a pris plusieurs engagements et annoncé une série de mesures visant à améliorer le cadre de vie des populations locales. Il s'agit, notamment, de l'octroi d'une enveloppe financière supplémentaire conséquente dédiée à l'électrification rurale, afin de soulager une partie importante des 35 000 foyers non encore raccordés au réseau électrique, et des 11 000 au gaz, au niveau de la wilaya. M. Adjal a également instruit les responsables locaux du secteur pour l'amélioration des délais de traitement des dossiers pour procéder à plusieurs travaux, dont le déplacement des lignes liées aux projets d'investissement et l'ouverture de nouvelles agences à travers plusieurs daïras non encore couvertes.

l'effet des changements climatiques, avec des conséquences dévastatrices. Selon M. Salah Lahlah, inspecteur à l'Office national de l'assainissement (ONA), c'est sur la base d'une stratégie du secteur de l'hydraulique qu'un plan national de lutte contre les inondations a été élaboré, dont bon nombre d'actions ont déjà été réalisées et d'autres sont en cours. Lors de son passage, hier, dans l'émission L'invité du jour de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, M. Lahlah

a expliqué qu'il avait d'abord été question d'identifier les sites inondables, puis d'élaborer une feuille de route multisectorielle prévoyant des actions à court, moyen et long termes. « Nous avons pu identifier les sites les plus exposés aux inondations, avec une classification selon le degré de risque », a-t-il souligné. Pas moins de 800 sites présentant des risques avérés d'inondation ont ainsi été identifiés à l'échelle nationale, dont 233 à risque élevé et 24 à risque

extrême. Concernant les actions lancées sur le terrain, il a indiqué qu'elles consistent à réaliser des ouvrages de protection contre les crues, comme des bassins de rétention, des canaux et des digues, mais surtout des barrages, à l'image de celui de Mekerra, dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès. Il a également cité le cas de la ville d'Annaba, exposée au risque d'inondation, pour laquelle « un projet est en cours de réalisation : le barrage de Bouhdid ».

Bonne nouvelle de Sonatrach

La station de dessalement d'eau de mer de Béjaïa fonctionne à plein régime

Le complexe Sonatrach a annoncé hier dans un communiqué la mise en service à pleine capacité de la station de dessalement d'eau de mer de Tighremt, de la wilaya de Béjaïa. Cette capacité atteint désormais 300 000 mètres cubes par jour. Cette étape marque l'achèvement des protocoles techniques définis depuis le lancement de la station en juin 2025. La montée progressive en puissance

de la production a été réalisée avec rigueur et professionnalisme, conformément aux normes internationales en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité et l'efficacité des équipements. Il convient de rappeler que la station de dessalement de Tighremt, implantée dans la commune de Toudja et réalisée par la Société nationale des canalisations, filiale de Sonatrach, figure parmi les cinq installations simi-

laïres inscrites dans le premier programme national complémentaire initié par le Président Abdelmadjid Tebboune, en 2022. Cette initiative vise à répondre aux besoins en eau potable des citoyens et à renforcer la sécurité hydraulique du pays. Par ailleurs, la station de Tighremt contribuera à satisfaire les besoins en eau potable des populations de la wilaya de Béjaïa ainsi que de celles des wilayas de Sétif, Bouira et Bordj Bou-Ar-

rériddj. À travers cette réalisation majeure, Sonatrach, via sa branche algérienne de dessalement d'eau, réaffirme son engagement ferme à assurer la durabilité des ressources hydriques. L'entreprise exprime également sa détermination à poursuivre la mise en œuvre de projets renforçant la sécurité hydrique nationale, face aux défis climatiques et environnementaux croissants à l'échelle régionale et internationale.